Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique



AUTEUR DU COURS

M. Cornelis Steenken, consultant en matière de DDR, d'ALPC, de RSS et de situations post-conflit

ÉDITEUR DE LA SERIE

Harvey J. Langholtz, Ph.D.



Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique



Photo de couverture : Photo de l'ONU #535676 par Basile Zoma le 1er février 2012. Un officier du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) supervise la collecte des armes par les Casques bleus de l'ONU et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

AUTEUR DU COURS

M. Cornelis Steenken, consultant en matière de DDR, d'ALPC, de RSS et de situations post-conflit

ÉDITEUR DE LA SERIE

Harvey J. Langholtz, Ph.D.

© 2018 Institut de Formation aux Opérations de Paix. Tous droits réservés.

Institut de Formation aux Opérations de Paix 1309 Jamestown Road, Suite 202 Williamsburg, VA 23185 USA www.peaceopstraining.org/fr/

Première édition : 2008 par Yvan Conoir

Deuxième édition : 2017 par Cornelis Steenken

Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Institut de formation aux opérations de paix, de(s) l'Auteur(s) du cours, des organes des Nations Unies ou des organisations affiliées. L'institut de formation aux opérations de paix est une ONG internationale à but non lucratif enregistré auprès de l' Internal Revenue Service of the United States of America sous le numéro 501 (c)(3). Même si tous les efforts ont été déployés afin de vérifier le contenu de ce cours, l'Institut de formation aux opérations de paix et l'Auteur (s) n'assument aucune responsabilité à l'égard des opinions et des informations contenues dans le texte, qui ont été obtenues dans les médias libres et d'autres sources indépendantes. Ce cours a été rédigé à des fins pédagogiques et d'enseignement, cohérent avec la politique et la doctrine des Nations unies, mais n'instaure ou ne promulgue aucune politique ou doctrine des Nations Unies. Des opinions diamétralement opposées sont parfois fournies sur certains sujets, afin de stimuler l'intérêt, et sont en accord avec les normes académiques libres et justes.

La version originale du cours est en langue anglaise. Les autres versions peuvent varier légèrement de la version originale. Les traducteurs consentent tous les efforts possibles en vue de préserver l'intégrité des informations contenues.

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique

Table des matières

Avant-propos	ix	
Méthode péda	agogique	xiii
Le çon 1	Aperçu et contexte du processus de DDR	14
Section 1.1	Introduction	16
Section 1.2	Le contexte du processus de DDR	17
Section 1.3	Terminologie relative au processus de DDR	18
Section 1.4	Les objectifs du processus de DDR	22
Section 1.5	L'environnement post-conflit	23
Section 1.6	Conditions de sécurité durant la période post-conflit	25
Section 1.7	Préoccupations relatives à la sécurité des combattants démobilisés	25
Section 1.8	Qu'est-ce qu'un programme de DDR ?	26
Section 1.9	Menaces contre la sécurité présentées par les anciens combattants	32
Section 1.10	Impact des anciens programmes	33
Section 1.11	Conclusion	33

Le çon 2	Participants, bénéficiaires et acteurs des	
	programmes de DDR	36
Section 2.1	Participants et bénéficiaires	38
Section 2.2	Communautés	39
Section 2.3	Les anciens combattants comme groupe ayant des besoins spécifiques	39
Section 2.4	Assistance ciblée	42
Section 2.5	Éligibilité et mécanismes de sélection	44
Section 2.6	Besoins spécifiques des anciennes combattantes, des femmes d'anciens combattants et des veuves de guerre	47
Section 2.7	Les jeunes	55
Section 2.8	Enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés	57
Section 2.9	Anciens combattants handicapés	69
Le çon 3	Désarmement et contrôle des armes légères	80
Section 3.1	Principes de base du désarmement	84
Section 3.2	Les quatre phases principales du désarmement	85
Section 3.3	ALPC – Contrôle des armes et désarmement	92
Démobilis	ation	96
Section 4.1	Approches de la démobilisation	98
Section 4.2	Planification et préparation	99
Section 4.3	Mise en œuvre de la démobilisation	102
Section 4.4	Soutien dans les camps et programme interne	107
Section 4.5	Campagnes d'information pour faciliter la gestion des attentes et le soutien à la démobilisation	110
Section 4.6	Le moment de démobilisation (libération)	112
Section 4.7	Réinsertion	113
Section 4.8	Conclusions	115

Leçon 5	Réintégration	118
Section 5.1	Introduction	119
Section 5.2	Besoins de sécurité pour la réintégration	122
Section 5.3	Réintégration économique	124
Section 5.4	Réintégration sociale	131
Section 5.5	Réintégration politique	138
Section 5.6	Planification et conception de programmes de réintégration	142
Section 5.7	Réintégration – évaluation des besoins	149
Section 5.8	Questions de financement des programmes de réintégration	152
Section 5.9	Conclusion	154
Le çon 6	Problèmes post-conflit et liens avec le processus de DDR	158
Section 6.1	La situation de sécurité post-conflit	161
Section 6.2	DDR et réforme du secteur de la sécurité (RSS)	164
Section 6.3	Rôle militaire et responsabilité des Nations Unies en matière de DDR	168
Section 6.4	Rôle et responsabilité de la police de l'ONU en matière de DDR	170
Section 6.5	DDR et justice transitionnelle	173
Section 6.6	Ressources naturelles et processus de DDR	179
Section 6.7	Résumé des liens du processus de DDR à d'autres programmes humanitaires et de consolidation de la paix	180
Le çon 7	Défis et problèmes actuels en matière de DDR	184
Section 7.1	Histoire et politique de DDR	186
Section 7.2	Défis relatifs à la programmation du processus de DDR	189

Réduction de la violence communautaire (RVC) et Haïti	192
Le DDR et la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) ou la démobilisation et le désengagement des extrémistes violents (DDVE)	194
Mesures de succès – la quantification du processus de DDR	198
DDR et corruption	200
Entreprises militaires et de sécurité privées vs. mercenaires et DDR	201
	Le DDR et la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) ou la démobilisation et le désengagement des extrémistes violents (DDVE). Mesures de succès – la quantification du processus de DDR

Annexes

Appendice A: Liste des acronymes	212
Appendice B : IDDRS - Glossaire des termes et définitions	214
Appendice C : Documents de l'ONU et instruments juridiques guidant le DDR	255
Appendice D : Missions de maintien de la paix actuelles	259
À propos de l'auteur : M. Cornelis Steenken	260
Instructions pour l'examen final	261

Avant-propos

La fin de la guerre froide a contribué à mettre un terme à de nombreux conflits intra-étatiques dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique. Ces pays ont utilisé le concept naissant de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour dissoudre les anciennes factions belligérantes, réduire leurs forces armées nationales et fournir aux deux parties des emplois civils alternatifs à court et moyen terme. Malheureusement, la fin de la guerre froide a également grandement contribué à la fourniture d'armes et de munitions bon marché et faciles à utiliser, qui ont encouragé ou facilité d'autres conflits. Certains de ces conflits se poursuivent depuis plusieurs années — voire des décennies — et cherchent maintenant à résoudre un large éventail de conflits civils aux contextes différents en appliquant le concept de DDR pour dissoudre et désarmer les guérillas, les armées irrégulières et les groupes armés, et réintégrer durablement les anciens combattants.

Dans la période de transition qui suit un conflit civil, de nombreux acteurs sont impliqués dans la transition globale de la guerre à la paix au sein d'un pays. Ceux-ci comprennent les anciennes factions belligérantes, les différents ministères et membres du personnel des gouvernements locaux et nationaux, ainsi que des acteurs régionaux puissants et une multitude d'acteurs externes ; les factions (telles que les anciennes puissances coloniales) ; les blocs régionaux puissants ; et des acteurs internationaux tels que les Nations Unies, les donateurs et les organisations non gouvernementales.

Le programme de DDR n'est qu'un des nombreux programmes à être mis en œuvre simultanément au début d'un processus de paix. Un échelonnement et une hiérarchisation appropriés de ces programmes sont essentiels. Les programmes de DDR sont multidimensionnels et comprennent une multitude d'objectifs sociaux, économiques, politiques, militaires et/ou budgétaires, qui font partie de la stratégie globale de paix et de relèvement. Les objectifs sociaux et économiques peuvent inclure des initiatives de relèvement rapide et un développement équitable et durable. Les objectifs politiques comprennent la démocratisation et la stabilité. Les objectifs militaires peuvent inclure une force armée plus petite et plus abordable qui répond aux nouveaux besoins de sécurité du pays. Les objectifs budgétaires comprennent la réduction de la dette et du déficit, et l'amélioration de la balance des paiements.

Le processus de DDR est le plus souvent considéré comme un processus au sein duquel les étapes techniques du désarmement, de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration ne sont pas des phases distinctes mais plutôt un continuum marquant la transition de la vie militaire à la vie civile active. Au cours de chacune de ces phases, les besoins des anciens combattants diffèrent et différentes mesures de soutien sont nécessaires.

L'expérience montre que la démobilisation et la réintégration doivent être considérées comme un processus unique et continu. La planification des deux ensembles d'activités doit être connectée et coordonnée pour éviter que les efforts ne soient fragmentés. Dans les premiers programmes de DDR, les activités de réintégration étaient souvent menées indépendamment des autres étapes des efforts de consolidation de la paix. Bien que les intentions aient été bonnes à court terme, les programmes étaient fragiles et non viables, et frustraient ceux qu'ils avaient l'intention de servir.

Les étapes menant de la querre à la paix (négociations de paix, démobilisation, réinsertion et réintégration) sont interdépendantes. Les objectifs de chaque étape ne peuvent être atteints que si les objectifs des autres étapes sont également atteints. Ceci s'applique en particulier aux cas de la réintégration et de la démobilisation. Le développement de liens en amont et en aval entre chaque étape renforce donc le processus de consolidation de la paix et assure une transition plus graduelle vers la paix. Comme toutes les étapes de consolidation de la paix sont liées les unes aux autres, la phase de négociation est cruciale. Idéalement, la démobilisation et la réintégration doivent être planifiées dans le cadre de ce processus de paix longtemps à l'avance et être intégrées dans l'offre de négociation. Le soutien des donateurs devrait être recherché le plus tôt possible après la signature de l'accord (ou même lorsqu'elle semble imminente) pour obtenir les fonds nécessaires à la réintégration des anciens combattants. Lors de la conception des programmes de réintégration, il est nécessaire de garder à l'esprit la double nature de la réintégration — urgence et développement — pour développer des initiatives étroitement coordonnées avec le reste des processus de consolidation et de rétablissement de la paix. La division de la période de transition de la guerre à la paix en étapes successives ne reflète pas les interrelations réelles existant entre les différentes étapes, mais il existe des défis et des difficultés importants. Les experts peuvent identifier la plupart des options de réintégration seulement après avoir recueilli des informations sur les soldats désarmés grâce au processus de démobilisation. D'autre part, la démobilisation peut dépendre des incitations supplémentaires offertes par les programmes de réintégration.

Chaque acteur a un calendrier ou une phase de programme différente qui le concerne le plus. Certains groupes s'intéressent principalement aux objectifs de sécurité immédiate d'un programme. Ces objectifs impliquent la pacification immédiate des combattants de sorte qu'une élection et une transition politique puissent avoir lieu dans une période déterminée. Généralement, les contingents de maintien de la paix, certains donateurs et certains dirigeants en place entrent dans cette catégorie. D'autres acteurs ont une perspective à plus long terme et considèrent la réintégration économique, politique et sociale des anciens combattants comme la clé de la stabilité future. Ces acteurs soutiennent que la réintégration est une condition préalable à l'application des termes des accords de paix, à la consolidation du processus de paix et à la prévention de la récurrence du conflit.

Les organisations, les communautés et les individus soutenant le processus de DDR ont des perceptions différentes quant aux priorités, aux objectifs et à la portée du processus de réintégration. Il n'est donc pas surprenant que les composantes du programme qu'ils recommandent et les ressources qu'ils offrent diffèrent souvent — et sont parfois en contraction. Ces groupes sont susceptibles d'être en désaccord sur le moment où les programmes de réintégration devraient commencer, être préparés et être prêts pour la mise en œuvre. Ils diffèrent quant à l'étendue des programmes et la nature des besoins des soldats démobilisés. Ils ont des points de vue différents sur l'issue de la réintégration et sur les indicateurs de succès. Les planificateurs des programmes de réintégration doivent définir leurs objectifs à l'avance afin que la programmation puisse être spécifiquement conçue pour atteindre ces objectifs. La définition du succès varie en fonction des besoins du pays touché. Définir le succès et se

mettre d'accord sur les indicateurs qui seront utilisés sont des étapes importantes dans la coordination des activités de ceux qui soutiennent le processus.

La conception des programmes de DDR, l'obtention des financements et la préparation à la mise en œuvre peuvent constituer un long processus. Même après la mise en œuvre des programmes de réintégration, il faut du temps avant qu'ils ne commencent à soutenir les anciens combattants. Ainsi, le DDR devrait être un processus échelonné sur plusieurs mois. Les acteurs gérant le processus peuvent être principalement concernés par la sécurité. Si les soldats peuvent être transportés rapidement dans des camps ou des centres de démobilisation, puis démobilisés et dispersés, les missions de maintien de la paix sont moins coûteuses et les problèmes de sécurité peuvent être gérés plus facilement (à court terme). Certains planificateurs impliqués dans les premières missions estimaient que les programmes de réintégration devaient être prêts au moment où les anciens combattants quittaient les camps. Ceci laissait peu de temps pour préparer des programmes de réintégration sophistiqués. Dans certains cas, les différents horizons temporels et priorités des nombreux acteurs impliqués dans la planification étaient tellement en contraction que le débat prolongé paralysait l'action, menaçait les engagements des donateurs et retardait considérablement la programmation et la mise en œuvre. Conscients de la difficulté de cette transition, d'autres ont encouragé un schéma d'attente une fois les forces désengagées, ce qui permet de réduire les pressions et de procéder à la planification après avoir correctement sondé les forces réelles sur le terrain.

Les perspectives divergentes concernant le dilemme urgence/développement ne sont pas nécessairement incompatibles. Les deux optiques peuvent être accommodées si les planificateurs coordonnent leurs activités. La période immédiatement après la démobilisation devrait être considérée comme une étape de transition ou de réinsertion qui précède la réintégration. Les alternatives aux schémas d'attente peuvent prendre la forme d'une assistance immédiate fournie aux soldats quittant les camps initiaux de désarmement et de démobilisation. En même temps, les soldats démobilisés peuvent être informés des programmes de réintégration qui viendront ensuite. Les anciens combattants ont besoin de connaître les étapes intermédiaires, le moment où les programmes seront disponibles et comment ils pourront y accéder. Cela aidera à soutenir les anciens combattants jusqu'à ce que les programmes de réintégration prennent effet, tout en fournissant le temps nécessaire à la préparation d'une programmation adéquate. La connaissance des programmes à venir peut aider à pacifier les anciens combattants qui, autrement, abandonneraient le processus de paix et se tourneraient vers le banditisme ou l'extrémisme. Il existe aussi un risque de frustration si les programmes sont retardés à plusieurs reprises ou ne se matérialisent pas.

Le DDR est un processus intrinsèquement politique et est le plus commun à la suite de guerres ou de conflits civils prolongés. Ces conflits affaiblissent souvent les institutions politiques et perturbent les processus politiques. Le retour d'un grand nombre de jeunes hommes et femmes à la vie civile peut déstabiliser davantage la situation politique. Les anciens combattants peuvent être attirés par l'extrémisme politique si leurs attentes sont insatisfaites. La façon dont les soldats sont réintégrés, les zones dans lesquelles ils s'installent, les avantages auxquels ils ont droit et la manière dont ils forment

des associations vont affecter le processus politique pendant des années après la démobilisation. Le succès ou l'échec des programmes de DDR est étroitement lié aux progrès de la réconciliation politique. Un engagement fort et la coopération de la direction des armées et leurs dirigeants politiques sont nécessaires pour une mise en œuvre réussie des programmes de DDR.

Il n'existe pas de modèle unique ni de schéma directeur pour les programmes de DDR. Les études de cas peuvent seulement offrir des leçons et des recommandations permettant d'augmenter les chances de succès. Chaque programme de DDR doit être adapté au contexte politique, sécuritaire, économique, fiscal et social du pays. Les objectifs des nombreux acteurs impliqués dans les programmes de soutien doivent être conciliés avec ces réalités.

Tout comme il n'existe pas de schéma directeur pour les programmes, il n'y a pas non plus d'arrangements institutionnels universels pour la conception et la mise en œuvre des programmes. Les programmes passés ont découlé de nombreux arrangements organisationnels différents. Ils ont impliqué de nombreux combinaisons et niveaux de participation et de prise de décision de la part de l'État hôte et des organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales. Le fardeau de la planification, de la coordination et de l'obtention de financements pour la mise en œuvre et le suivi des programmes de DDR est un défi, en particulier pour les pays émergeant de conflits prolongés. La situation est encore plus compliquée si l'autorité politique est mise en doute par des élections ultérieures. Les querelles partisanes et la nécessité de clarifier les décisions avec les parties gouvernementales et non gouvernementales peuvent retarder les programmes et la planification. Les gouvernements peuvent ne pas disposer des capacités administratives, des ressources financières et de la capacité technique nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des programmes. À cette fin, la mise en place d'une agence civile ou d'une commission nationale assumant la responsabilité globale de la conception et de la mise en œuvre est préférable. L'organisation gestionnaire doit combiner centralisation et décentralisation - un contrôle centralisé et une mise en œuvre décentralisée. Les bureaux extérieurs facilitent l'accès aux bénéficiaires et contribuent à rendre le programme plus sensible aux besoins locaux.

Conclusion

La transition de la guerre civile à une paix durable est difficile. La réussite du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des anciens combattants est essentielle pour cette transition. Bien que les objectifs du DDR soient vastes, le processus doit être soigneusement planifié et exécuté pour renforcer la sécurité, soutenir le développement, réduire les dépenses publiques et éliminer les obstacles à la démocratie. Le processus de DDR doit être considéré comme un processus holistique, et non comme des étapes distinctes. Le succès de tout programme de soutien au DDR est étroitement lié à la situation politique, économique et sécuritaire du pays où il est mis en œuvre.

-M. Cornelis Steenken, 2017

Méthode pédagogique

Ce cours autorégulé vise à donner une flexibilité aux étudiants dans leur approche à l'apprentissage. Les suggestions suivantes visent à motiver et guider les étudiants concernant quelques éventuelles stratégies et les attentes minimales pour suivre et réussir ce cours :

- Avant de commencer à étudier, consultez l'intégralité du cours. Notez les objectifs des leçons qui vous permettront d'avoir une idée de ce qui sera examiné tout au long du cours.
- Le contenu vise à être pertinent et pratique. Au lieu de mémoriser des détails, efforcez-vous de comprendre les concepts et les perspectives globales du système des Nations Unies.
- Mettez en place des lignes directrices sur la manière dont vous voulez gérer votre temps.
- Étudiez le contenu de la leçon et les objectifs d'apprentissage. Au début de chaque leçon, orientez-vous vers les points principaux. Si vous le pouvez, lisez le texte deux fois afin de vous assurer une compréhension et une assimilation maximum et espacez vos lectures.
- Lorsque vous finissez une leçon, répondez au questionnaire. Pour toute erreur, retournez à la section correspondante et relisez-la en retenant les informations correctes.
- Après avoir étudié toutes les leçons, préparez-vous pour l'examen final en révisant les points principaux de chaque leçon. Puis, connectez-vous à votre classe en ligne et passez l'examen final en une seule session.
- » Accédez à votre classe virtuelle à l'adresse suivante : <https://www.peaceopstraining.org/fr/ users/user-login/?next=/users/> du monde entier.
- Votre examen sera noté électroniquement. Si vous obtenez la note de passage de 75 % ou une note supérieure un Certificat de réussite vous sera remis. Si vous obtenez une note inférieure à 75 % vous aurez la possibilité de passer une deuxième version de l'examen final.

Éléments principaux de votre classe virtuelle »

- Accès à tous vos cours ;
- Un environnement d'examen sécurisé pour finaliser votre formation ;
- Accès à des ressources de formation additionnelles, y compris des suppléments multimédias aux cours;
- Possibilité de télécharger votre Certificat de réussite pour tout cours complété;
- Forums dans lesquels discuter des sujets pertinents avec la Communauté POTI.

LEÇON

1

Aperçu et contexte du processus de DDR



Ce chapitre fournit une introduction sur les principales problématiques liées au concept et au contexte du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) des anciens combattants.

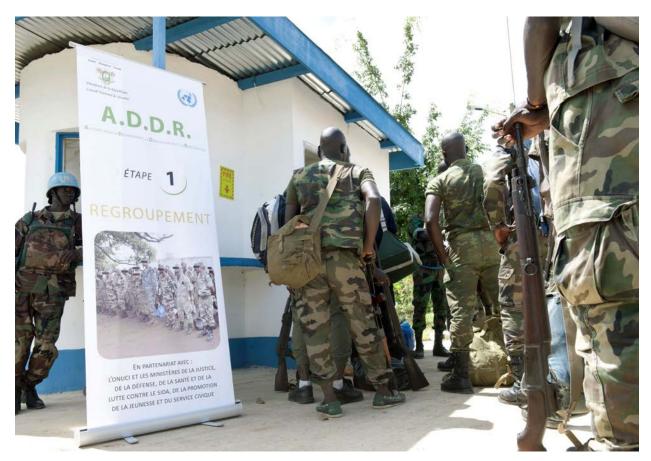
Photo ONU #132361 par Martine Perret.

Dans cette leçon »

- Section 1.1 Introduction
- Section 1.2 Le contexte du processus de DDR
- Section 1.3 Terminologie relative au processus de DDR
- Section 1.4 Les objectifs du processus de DDR
- Section 1.5 L'environnement post-conflit
- Section 1.6 Conditions de sécurité durant la période post-conflit
- Section 1.7 Préoccupations relatives à la sécurité des combattants démobilisés
- Section 1.8 Qu'est-ce qu'un programme de DDR?
- Section 1.9 Menaces contre la sécurité présentées par les anciens combattants
- Section 1.10 Impact des anciens programmes
- Section 1.11 Conclusion

Objectifs de la leçon »

- Expliquer l'objectif et le contexte du processus de DDR.
- Identifier les principales composantes et caractéristiques du processus de DDR.
- Comprendre l'environnement post-conflit relatif aux anciens combattants et au processus de DDR.



L'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (ADDR) commence le processus de démobilisation sur un site à Anyama, à l'extérieur d'Abidjan, remis en état par la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et ses partenaires. Les anciens combattants s'alignent pour remettre leurs armes, recevoir des cartes de démobilisation et commencer la réintégration. 25 octobre 2012. Photo ONU #535682 par Basile Zoma.

« À bien des égards, l'éventail des activités relevant du domaine "Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)" est aussi vaste que la portée mondiale du système des Nations Unies lui-même. Dans les premiers jours après la cessation des hostilités, le processus de DDR peut constituer une mesure indispensable de renforcement de la confiance. Le processus de DDR occupe une place prépondérante dans les mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Ces dernières années, nous avons également constaté que le programme de DDR est tout aussi crucial pour la consolidation de la paix, comme en témoignent les références de plus en plus fréquentes aux tâches de DDR dans les missions intégrées de consolidation de la paix. Il en va de même pour la réintégration des anciens combattants, qui est étroitement liée à des processus plus vastes de relèvement rapide et de développement. Au cours des vingt années qui se sont écoulées depuis la création de la première opération de maintien de la paix avec une composante de DDR en Amérique centrale, nous avons constaté que le processus de DDR est un outil important pour les pays sortant d'un conflit en vue d'instaurer une paix, un relèvement et un développement durables. Je suis fier de mes collègues de toute la famille des Nations Unies impliqués dans des activités de DDR — des opérations de maintien de la paix aux missions politiques spéciales en passant par les agences, les fonds et les programmes des Nations Unies qui jouent un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs ultimes des Nations Unies¹. »

-Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies

Section 1.1 Introduction

Ce chapitre fournit une introduction sur les principales problématiques liées au concept et au contexte du DDR des anciens combattants.

Les activités de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration jouent un rôle important dans les opérations modernes de consolidation de la paix. La plupart des accords généraux de paix intègrent des activités de DDR, qui fournissent un cadre flexible pour initier la séparation et la concentration des forces, commençant ainsi le travail délicat de désarmement et de démobilisation des factions armées, et le retour ou la réintégration des anciens combattants au sein de la société.



Des agents de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) mènent une opération de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants dans la région d'Abobo, à Abidjan. Le 1er février 2012. Photo ONU #504399 par Hien Macline.

Les conditions de mise en œuvre des opérations

de DDR se complexifient à mesure que de nouvelles menaces et circonstances émergent. Bien que les programmes de DDR varient selon le contexte, il est important de noter que le processus de DDR n'est pas une composante isolée. Il est mis en place dans le cadre d'une opération de paix plus large qui inclut d'autres réformes socioéconomiques, politiques et de la sécurité. Ainsi, un programme de DDR doit prendre en compte ces autres problématiques, et les praticiens du DDR doivent planifier, concevoir et mettre en œuvre des programmes dans un cadre plus large de relèvement et de développement.

¹⁾ Nations Unies, "A Word From: Mr. Ban Ki-moon, Secretary-General", dans *DDR in peace operations: a retrospective*. Disponible en anglais à l'adresse suivante : http://www.un.org/en/peacekeeping/documents/DDR_retrospective.pdf>.



Des anciens combattants transportés par hélicoptère de Kibuye à Muyinga au Burundi, où l'Opération des Nations Unies au Burundi a commencé une opération consistant à déployer des anciens combattants dans les provinces pour commencer leur nouvelle formation de police. 11 mai 2005. Photo ONU #74846 par Martine Perret.

Section 1.2 Le contexte du processus de DDR

Un processus de DDR fait partie du cadre plus large de la transition de la guerre à la paix. Un programme de DDR comprend une série d'actions limitées dans le temps et ciblant le désarmement, la démobilisation et la réintégration dans la société d'un groupe armé ou de groupes d'individus armés, de leurs partisans et des membres de leur famille dans le but de rétablir le monopole de la violence dans les mains de l'État. Un programme de démobilisation, de désarmement et de réintégration réussi semble être un élément clé d'une transition efficace de la guerre civile vers une paix durable.

Le processus de DDR a toujours évolué en fonction du contexte du conflit et de la nature de la paix. Bien qu'aucun processus de DDR ne soit identique, les praticiens du DDR peuvent tirer des leçons utiles pour les opérations de DDR ultérieures. Les Standards intégrés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (IDDRS) ont été élaborées dans ce but entre 2003 et 2006. Les IDDRS ont permis de recueillir les enseignements tirés de l'expérience des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000 pour fournir des lignes directrices pour les futures opérations de DDR. Alors que les IDDRS offrent un outil et une référence utiles pour le processus de DDR, il a été difficile de parvenir à un consensus sur les mises à jour pour répondre à la dynamique changeante du DDR.

Différentes « générations de DDR » qui prennent en compte la portée et le mandat de plus en plus importants du processus de DDR offrent des conseils actualisés pour les praticiens et les planificateurs du DDR. Les universitaires et les praticiens examinent de nombreux aspects du DDR, y compris l'efficacité et l'impact des programmes, dans le but de mesurer leur succès. C'est une entreprise difficile car le processus de DDR ne constitue qu'une partie du processus de paix global, et il est souvent difficile d'attribuer un succès aux activités de DDR lorsqu'elles sont liées à d'autres initiatives de consolidation de la paix. L'absence d'une définition claire du succès présente un autre défi. Le succès correspondil à l'absence de guerre, ou à un combattant réintégré ? Qu'est-ce qu'une réintégration réussie ? Indépendamment de la définition, il est difficile de mesurer avec précision la manière dont le processus de DDR contribue au résultat final.

Section 1.3 Terminologie relative au processus de DDR

Désarmement

« Par désarmement on entend la collecte, la documentation, le contrôle et l'élimination des armes de petit calibre, des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes des combattants et, souvent également, de la population civile. Le désarmement comprend également l'élaboration de programmes de gestion responsable des armes.² »

Le désarmement consiste à retirer les armes aux soldats. Les soldats renoncent à leurs armes personnelles, leurs munitions et l'équipement associé avant la démobilisation. De même, les unités en cours de démobilisation abandonnent leurs armes lourdes, véhicules et autres équipements. Les armes et le matériel peuvent être détruits ou réaffectés en vertu des conditions d'un accord de paix. Le terme « micro-désarmement » désigne la collecte, le contrôle et l'élimination des armes légères et de petit calibre et le développement de programmes de gestion responsable des armes. La gestion responsable des armes comprend la réduction de la production, de l'approvisionnement et du transfert d'armes et la promulgation de mesures régionales visant à restreindre la circulation transfrontalière des armes.

Le désarmement peut constituer la première étape du processus de DDR et se dérouler au même endroit que la démobilisation, mais ce n'est pas toujours le cas. Dans certains cas, les armes sont mises hors d'usage, stockées ou même détruites à mesure que des individus ou des groupes armés remettent leurs armes. Certains groupes peuvent considérer le désarmement comme une forme de capitulation et trouver ainsi des solutions et terminologies alternatives pour atténuer cette phase. Immédiatement après le conflit, le désarmement est une mesure déterminante pour renforcer la confiance vis-à-vis de la poursuite du processus de paix. À long terme, cela aidera à consolider la paix.



Un casque des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans un camp de transit de démobilisation. 20 mai 2014. Photo ONU #589540 par Sylvain Liechti.

Démobilisation

« Par démobilisation on entend la libération officielle et contrôlée des combattants actifs de forces armées ou d'autres groupes armés. La première étape de la démobilisation peut s'étendre du traitement des combattants dans des centres temporaires jusqu'à la concentration de troupes dans des camps désignés à cette fin (sites de cantonnement, camps, zones de regroupement ou casernes). La deuxième étape de la démobilisation comprend la fourniture de moyens d'appui aux démobilisés, que l'on appelle la réinsertion³. »

²⁾ Note du Sécrétaire général à l'Assemblée générale, mai 2005 (A/C.5/59/31).

³⁾ Note du Sécrétaire général à l'Assemblée générale, mai 2005 (A/C.5/59/31).

La démobilisation consiste à transformer les combattants en civils. Ce processus implique le rassemblement, le désarmement, la gestion et la libération des anciens combattants, et peut s'appliquer aux combattants irréguliers, aux combattants de la guérilla ou de la liberté, et même aux soldats réguliers. Ce dernier groupe démobilise car les forces armées réduisent souvent leurs effectifs après un conflit. Le processus commence par l'identification des critères de sélection, suivie de la sélection et du traitement effectifs des personnes à démobiliser. La démobilisation se termine par une reconnaissance officielle de la libération du service militaire ou d'un groupe armé. Le processus de démobilisation peut prendre la forme d'un court processus d'un à cinq jours ou d'un séjour prolongé dans une zone de regroupement ou de cantonnement. Il peut également être précédé d'une période de détention ou d'une procédure de stabilisation provisoire, si les parties le souhaitent.

Un programme de démobilisation peut comporter plusieurs étapes pour un combattant : abandon d'armes et d'équipement, départ d'une unité, échange d'un uniforme contre des vêtements civils, examen médical et traitement administratif, indication du désir d'éducation et de formation futures, et mise à disposition d'informations et de nouvelles pièces d'identité ou de documents de démobilisation. Le processus de démobilisation peut inclure une indemnité ou une assistance sous forme de réinsertion.

Réinsertion

« On entend par réinsertion l'assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation, et avant le processus à plus long terme de réintégration. La réinsertion est une forme d'assistance transitoire visant à satisfaire les besoins fondamentaux des anciens combattants et de leur famille, et peut comprendre des indemnités de sûreté transitoire, des aliments, des vêtements, un abri, des services médicaux, des services d'éducation à court terme, une formation, un emploi et des outils. Alors que la réintégration est un processus social et économique continu et à long terme de développement, la réinsertion est une assistance matérielle et/ou financière à court terme visant à satisfaire des besoins immédiats, et peut durer jusqu'à un an⁴. »

La réinsertion est la transition des anciens soldats au sein des communautés où ils deviendront des civils. Le moment exact où la démobilisation prend fin et où la réintégration commence est difficile à décrire. La réinsertion est une phase transitoire intermédiaire. Le transport, l'accueil et la sécurité personnelle sont quelques-unes des problématiques clés de cette phase du processus. Un ensemble d'avantages de démobilisation peut inclure une assistance à la réintégration à court terme.

⁴⁾ Note du Sécrétaire général à l'Assemblée générale, mai 2005 (A/C.5/59/31).



Mathieu Ngudjolo (deuxième à droite), chef du Mouvement révolutionnaire congolais (MRC), reçoit un uniforme d'un membre des FARDC. M. Ngudjolo et 300 autres membres du MRC ont reçu des uniformes des FARDC. 28 décembre 2006 Photo ONU #136649 par Martine Perret.

Réintégration

« Par réintégration on entend le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus social et économique de durée non déterminée, qui a lieu principalement dans les collectivités au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays et relève de la responsabilité nationale. Elle exige souvent une assistance extérieure à long terme⁵. »

Dans le contexte du DDR, la réintégration fait référence au processus par lequel les anciens combattants et leur famille s'intègrent dans la vie sociale, économique et politique des communautés civiles. L'objectif de la réintégration est de permettre aux anciens combattants et à leur famille de devenir des citoyens productifs et autosuffisants qui contribuent à la communauté. La réintégration est un processus psychologique, social, politique et économique complexe qui commence avant la démobilisation et se poursuit pendant une période prolongée après la réinsertion des anciens combattants dans la vie civile. Une réintégration réussie aide les soldats démobilisés à devenir des membres ordinaires et actifs de leur communauté, non identifiables en tant que groupe d'intérêt distinct et sans statut ou besoins spéciaux.

Plus généralement, la réintégration fait référence au processus par lequel les groupes déplacés par la guerre (y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) réintègrent la vie active et participent à la vie politique, sociale et économique de la communauté. Les hostilités qui subsistent entre les groupes à la suite d'une guerre civile violente peuvent compliquer la réintégration.

Les processus de DDR correspondent aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration mentionnés précédemment, qui sont inclus dans le processus de paix plus vaste. Dans la plupart des cas, ils durent plus longtemps que le programme de DDR mentionné cidessous. Par exemple, le processus de désarmement comprend le programme de désarmement des anciens combattants et un programme plus important de collecte d'armes légères auprès

⁵⁾ Note du Sécrétaire général à l'Assemblée générale, mai 2005 (A/C.5/59/31).

des civils. Le même concept s'applique au calendrier du programme de réintégration, alors que la réintégration complète d'une personne au sein de la société peut prendre beaucoup plus de temps.

DDR Les programmes de sont des programmes limités dans les temps destinés à aider les processus mentionnés cidessus. Ils sont fondés sur la conviction que la démobilisation et la réintégration ne se produiront pas spontanément pour la majorité des combattants, et que les retards peuvent faire dérailler le processus de paix. Beaucoup pensent que les avantages de tels programmes pour le pays, la région et la communauté internationale l'emportent sur les coûts — bien que cela fasse l'objet de débats. Les programmes de réintégration sociale et économique à plus long terme pour



Des Libériens fêtent le dixième anniversaire de l'Accord de paix global signé à Accra le 18 août 2003, qui a mis fin à la guerre civile qui a ravagé leur pays pendant 14 ans. 19 août 2013. Photo ONU #558965 par Staton Winter.

les anciens combattants visent à les aider à s'intégrer dans la vie active de leur communauté civile, par exemple grâce à des programmes de formation, d'emploi et de crédit. D'autres programmes mettent l'accent sur la réintégration politique et la réconciliation.

- Les projets communautaires de réintégration sont des activités destinées à bénéficier une zone ou une communauté cible et ses habitants en général au lieu de cibler un ou des groupes spécifiques au sein de la communauté.
- Les anciens combattants sont des personnes qui se sont engagées auparavant dans les hostilités. En plus des soldats en uniforme, ils peuvent inclure les hommes, les femmes et les enfants qui ont participé à des combats et ont soutenu des combattants. Les programmes qui offrent des avantages aux anciens combattants peuvent fixer des conditions assorties de critères d'admissibilité. Par exemple, dans certains conflits, seuls les anciens combattants enregistrés par leurs factions peuvent être éligibles. Cette approche exclut souvent les femmes, les enfants et autres soutiens (cuisiniers, espions, porteurs de munitions, porteurs, etc.), ainsi que les membres de la famille qui dépendent de ces combattants. Dans le cas de conflits plus récents, une définition plus large de la notion d'ancien combattant a été utilisée pour souligner les différents avantages pour les combattants et leurs soutiens. Ces critères nécessitent une définition précise et devraient être inclus dans l'Accord de paix global. Les anciens combattants reçoivent normalement un certificat de démobilisation ou une carte d'identité, ce qui peut constituer une condition pour accéder à certains avantages ou programmes.



Des armes à feu sont déposées au sol alors que les agents de l'ONUCI procèdent à une opération de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants dans la région d'Abobo, à Abidjan. Le 1er février 2012. Photo ONU #504393 par Hien Macilne.

Section 1.4 Les objectifs du processus de DDR

Comme indiqué dans les IDDRS:

« L'objectif du processus de DDR est de contribuer à la sécurité et à la stabilité dans les environnements post-conflit afin que le rétablissement et le développement puissent commencer. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants forment un processus complexe ayant des dimensions politique, militaire, sécuritaire, humanitaire et socio-économique.

Ce processus vise à faire face au problème de sécurité postconflit qui se pose lorsque les combattants sont privés de moyens de subsistance et de réseaux de soutien pendant la période vitale de transition du conflit à la paix, au relèvement et au développement. Le processus de DDR aide également à renforcer les capacités nationales pour faciliter la réintégration des anciens combattants et soutenir les communautés accueillant des anciens combattants et œuvrant pour leur réintégration pacifique et durable⁶. »

⁶⁾ Nations Unies, Operational Guide to the Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards (IDDRS), 2014. Disponible à l'adresse suivante : http://www.unddr.org/uploads/documents/Operational%20Guide.pdf.

Section 1.5 L'environnement post-conflit

Pour bien comprendre le processus de DDR, les praticiens doivent comprendre le contexte et l'environnement d'après-conflit. Un pays sortant d'un conflit a souffert d'une violence militarisée prolongée qui a probablement contribué à la fragmentation des structures socioéconomiques, sécuritaires et politiques de la société. Différentes factions peuvent contrôler différentes parties du pays et, dans le meilleur des cas, la représentation et la légitimité du gouvernement peuvent être limitées. Fréquemment, l'État n'a pas la capacité d'assumer les fonctions gouvernementales de base, et l'État et la société civile manquent d'expérience pour la création de structures et de processus démocratiques.

À la suite de conflits civils, les tensions et la méfiance entre les communautés autrefois opposées peuvent persister. Compte tenu de cela, l'objectif primordial du processus de paix est d'encourager les communautés autrefois hostiles à communiquer et à négocier entre elles dans le cadre des procédures convenues dans un accord de paix global. Cet accord décrit les procédures qui peuvent aider à communiquer des intérêts divergents et des divergences politiques par le biais d'une forme pacifique de concurrence et de collaboration. Les praticiens du DDR doivent rendre ces canaux pacifiques plus attrayants que l'alternative de prendre les armes et les présenter comme un moyen permettant de concrétiser les intérêts collectifs et individuels. Certains conflits récents n'ont pas bénéficié d'accord de paix. Dans ce cas, le processus de DDR vise à fournir une alternative à la poursuite des conflits et de la violence tout en œuvrant en faveur d'un éventuel accord de paix.

Au cours de la période de transition qui suit un conflit civil, divers acteurs accordent des priorités différentes aux objectifs du programme. Les acteurs comprennent les gouvernements, les anciennes factions belligérantes, les organisations non gouvernementales, les organisations internationales telles que les agences des Nations Unies et les bailleurs de fonds. Les objectifs du programme de DDR peuvent être sociaux, économiques, politiques, militaires et/ou budgétaires. Les objectifs sociaux et économiques peuvent inclure un développement équitable et durable. Les objectifs politiques comprennent la démocratisation et la stabilité. Les objectifs militaires peuvent inclure une force armée plus petite et plus abordable qui répond aux nouveaux besoins de sécurité du pays. Les objectifs budgétaires comprennent la réduction de la dette et du déficit et l'amélioration de la balance des paiements.



Distribution d'eau à El Srief (Darfour Nord) où le point d'eau le plus proche se trouve à 15 kilomètres. Cette intervention favorise le désarmement, la démobilisation et la réintégration. L'activité de sensibilisation est organisée par l'Opération hybride de l'Union Africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) et soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Commission du Nord du Soudan pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et l'ONG locale Friends of Peace and Development Organization. Photo ONU #480960 par Albert González Farran.



Des armes sont détruites par le feu lors de la cérémonie de la « Flamme de la paix » pour marquer le début du processus de désarmement et de réconciliation du pays à Bouaké, en Côte d'Ivoire. 30 juillet 2007. Photo ONU #149796 par Basile Zoma.

Chaque acteur possède un calendrier différent ou privilégie une phase différente du programme. Certains groupes s'intéressent principalement aux objectifs de sécurité immédiats d'un programme. Ceux-ci impliquent la pacification immédiate des combattants pour amorcer des élections et/ou une transition politique. Les contingents de maintien de la paix, certains bailleurs de fonds et certains dirigeants en place appartiennent généralement à cette catégorie. D'autres groupes ont une perspective à plus long terme et considèrent la réintégration économique, politique et sociale des anciens combattants comme les garants de la stabilité future. Ces groupes considèrent la réintégration comme une condition préalable à l'application des conditions des accords de paix, à la consolidation du processus de paix et à la prévention de la récurrence du conflit. Dans le cadre du processus de DDR, c'est un aspect opposant urgence et développement.

Les organisations, les communautés et les individus soutenant le processus de DDR perçoivent différemment les priorités, les objectifs et la portée du processus de réintégration. Il n'est pas surprenant que les composantes du programme qu'ils recommandent et les ressources qu'ils offrent diffèrent souvent et sont parfois incompatibles. Les différents groupes sont susceptibles d'être en désaccord sur le moment où les programmes de réintégration devraient commencer. Ils peuvent ne pas être d'accord sur l'étendue des programmes et les besoins des soldats démobilisés, et peuvent avoir des points de vue différents sur le point final de réintégration et les indicateurs de réussite. Les praticiens du DDR devraient définir à l'avance les impacts recherchés des programmes de réintégration afin de concevoir des programmes capables d'atteindre ces objectifs. La définition du succès varie en fonction des besoins et du contexte du pays touché. Définir le succès et se mettre d'accord sur ses indicateurs sont des étapes importantes dans la coordination des activités entreprises par ceux qui soutiennent le processus.

L'environnement post-conflit offre également des opportunités. L'une d'entre elles est de réformer le système politique et de changer les caractéristiques qui ont potentiellement contribué à l'éclatement de conflits violents en premier lieu. Les efforts de réintégration politique doivent tenir compte du danger de renforcer des structures géopolitiques inégales et encourager une plus grande représentation politique régionale et le développement économique. La Leçon 5, qui porte essentiellement sur la réintégration, traite cet aspect de manière plus détaillée.

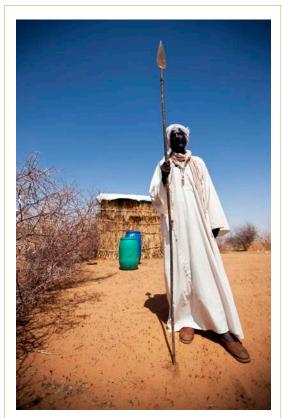
Section 1.6 Conditions de sécurité durant la période post-conflit

L'environnement post-conflit se caractérise généralement par l'incertitude et des défis concernant la sécurité nationale, publique et personnelle. Parmi les problèmes fréquents, on peut citer : des violations continues des droits humains (sporadiques et systématiques), le manque de responsabilité des forces de sécurité, le manque de contrôle civil sur les militaires, la résistance au changement par les factions militaires, l'existence d'unités militaires sans scrupules, le manque de compétences des forces de police pour assurer les fonctions de sécurité intérieure et une criminalité accrue. En outre, la prolifération des armes légères, le manque d'opportunités d'emploi, l'affaiblissement des institutions sociales et le marché noir de biens et de services illicites provoqué par la guerre peuvent tous contribuer à la création d'un environnement propice à la criminalité. Dans certains pays, la criminalité peut même supplanter la violence militarisée en tant que principale source d'insécurité personnelle dans le contexte post-conflit caractérisé par un vide politique, juridique et social. Ces lacunes en matière de sécurité à ces trois niveaux influent considérablement sur les perspectives de succès du programme de DDR.

Section 1.7 Préoccupations relatives à la sécurité des combattants démobilisés

Les anciens combattants ont besoin d'une sécurité matérielle et personnelle pour réussir leur réintégration. Ils doivent pouvoir percevoir une alternative sûre et viable au combat. Leurs dirigeants doivent également se sentir suffisamment confiants que leurs intérêts légitimes seront respectés. Sans cette confiance, il n'existe pas de volonté politique pour la paix. Parmi les problèmes qui affectent la sécurité matérielle figurent la propriété des terres, la protection de la libre circulation et du commerce, le travail disponible et les avantages sociaux. La police ou l'activité paramilitaire, le respect des droits de l'homme, la protection des droits politiques et de la société civile ainsi que l'existence de systèmes électoraux et judiciaires libres et équitables affectent la sécurité personnelle. Celle-ci inclut la protection contre l'esclavage, la torture, le traitement inhumain ou la punition; et la protection contre l'arrestation arbitraire, la détention et l'exil.

Les anciens combattants qui renoncent à leurs armes et leur identité dans le cadre d'un groupe armé se préoccupent souvent de leur sécurité physique et de celle des membres de leur famille. Ils peuvent



Un homme à El Srief (Darfour Nord) se tient debout avec une lance à la main. Pour favoriser le désarmement et le contrôle des armes entre les peuples, une activité de sensibilisation au désarmement, démobilisation et réintégration a été organisée par la MINUAD avec l'aide du PNUD, du UNICEF, de la Commission du Nord du Soudan pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et de l'ONG locale Friends of Peace and Development Organization. 25 juillet 2011. Photo ONU #480964 par Albert González Farran.

craindre que les gains politiques ou territoriaux obtenus grâce au conflit soient perdus (ou que les pertes soient aggravées). Les perdants doivent être rassurés et bénéficier de garanties leur assurant qu'ils seront protégés et ne subiront pas de représailles après leur démobilisation et leur désarmement, notamment en cas de cessation des hostilités due à la victoire militaire d'un camp. Dans le cas d'un conflit interne résolu grâce à un règlement négocié, la partie non gouvernementale aura les mêmes préoccupations en matière de sécurité. Les anciens combattants des deux camps peuvent s'installer dans les mêmes régions. Les combattants qui se battaient autrefois pour l'armée irrégulière risquent de se sentir menacés par le contrôle militaire et politique du gouvernement tant au niveau national que dans les régions où ils s'installent.

Section 1.8 Qu'est-ce qu'un programme de DDR?

Un programme de DDR est un instrument permettant de déployer le processus de DDR. La conception des programmes de DDR, l'obtention des financements et la préparation pour leur mise en œuvre peuvent former un long processus. Même après le début des programmes de réintégration, il faut du temps avant qu'ils ne commencent à soutenir les anciens combattants. Ceci indique que le processus de DDR est le plus efficace s'îl est échelonné sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Les personnes chargées de gérer le processus peuvent toutefois se préoccuper de la sécurité. Si le désarmement et le transfert des soldats vers des camps ou des centres de démobilisation se produisent rapidement, ils peuvent être démobilisés et dispersés plus rapidement. Cette stratégie peut réduire le coût des missions de maintien de la paix et faciliter la gestion des problèmes de sécurité (à court terme). Certains planificateurs impliqués dans les premières missions estimaient que les programmes de réintégration devaient être prêts au moment où les anciens combattants quittaient les camps. Une telle approche laissait peu de temps pour élaborer des programmes complexes de réintégration. Dans certains cas, les différents calendriers et priorités des nombreux groupes impliqués dans la planification étaient incompatibles, ce qui paralysait l'action, menaçait les engagements des donateurs et retardait considérablement la programmation et la mise en œuvre.

En matière de DDR, les problèmes d'urgence par rapport au développement ne sont pas nécessairement incompatibles. Avec une bonne coordination. les planificateurs peuvent concilier les deux. Les planificateurs doivent considérer la période juste après la démobilisation comme une étape de transition ou de réinsertion qui précède la réintégration. Les programmes peuvent fournir une aide immédiate (avantages de réinsertion) aux anciens combattants qui quittent les camps. En même temps, les praticiens du DDR peuvent informer les anciens combattants des programmes de réintégration ultérieurs. Les soldats doivent connaître les critères d'admissibilité, le calendrier des programmes et comment ils peuvent y avoir accès. Cette approche aide à soutenir les anciens



Des combattants du groupe Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie avec des dépliants des Nations Unies sur le désarmement, la démobilisation, la réhabilitation et la réintégration (DDRR) à Bopolu, dans le comté de Gbarpolu, où l'équipe chargée du programme de DDRR de la MINUL s'est rendue pour informer les anciens combattants de son programme. 7 février 2004. Photo ONU #30524 par M. Novicki.



Un gardien de la paix de l'ONU
du bataillon indien de la Mission
des Nations Unies en République
démocratique du Congo (MONUC) fait
le bilan des armes et des munitions
collectées au cours du processus
de démobilisation à Matembo,
dans le Nord-Kivu, en République
démocratique du Congo. 8 novembre
2006. Photo ONU #132362 par
Martine Perret.

combattants jusqu'à ce que les programmes de réintégration prennent effet tout en donnant le temps nécessaire à leur préparation. Le fait de savoir que des programmes supplémentaires sont planifiés peut aider à pacifier les soldats démobilisés qui, autrement, abandonneraient le processus de paix et se tourneraient vers le banditisme ou l'extrémisme. Cependant, il existe également un risque de frustration en cas de retard ou d'abandon des programmes.

La démobilisation n'entraîne pas toujours une réduction des dépenses de défense — cela dépend du contexte. Les praticiens du DDR devraient se poser les questions suivantes : Un conflit est-il en cours ? Y a-t-il d'autres groupes armés ou des conflits potentiels avec les pays voisins ? Ces facteurs affectent le secteur de la sécurité et sa future réforme (si nécessaire). Réformer, former et équiper la (nouvelle) police et l'armée et payer la force professionnelle restante peut compenser les économies réalisées grâce à la réduction du nombre d'agents armés. Tout dividende de la paix doit être interprété en termes d'effets et d'avantages sociaux, économiques et politiques, ainsi qu'en termes d'avantages fiscaux découlant de la réforme du secteur de la sécurité. Pour en savoir plus, veuillez-vous référer à la Leçon 6.

À certains égards, le DDR est un processus politique déployé à la suite de guerres ou de conflits civils prolongés. Ces conflits affaiblissent souvent les institutions politiques et perturbent les processus politiques. Le retour d'un grand nombre d'anciens combattants à la vie civile peut déstabiliser davantage le contexte politique local, et même national, en raison d'une augmentation du nombre d'électeurs éligibles dans une région. Les anciens combattants peuvent se tourner vers l'extrémisme politique si leurs attentes ne sont pas satisfaites. Le mode de réintégration des anciens soldats, leurs zones de réinstallation, les avantages mis à leur disposition et la manière dont ils forment des associations affecteront le processus politique pendant des années après la fin du programme de DDR. Le succès ou l'échec des programmes de DDR est étroitement lié aux progrès de réconciliation politique. Pour cette raison, un fort engagement et une étroite coopération de la part des dirigeants des armées et de leurs dirigeants politiques sont indispensables pour la réussite des programmes de DDR.

Les conséquences de la guerre compliquent la réintégration. Les gouvernements nationaux et locaux peuvent être affaiblis. Les communautés font face à de nombreux besoins qui entrent en concurrence.



Plus de 400 anciens combattants des deux côtés du long conflit au Darfour sont arrivés le 4 juillet 2011 pour prendre part à l'initiative de désarmement et de réintégration dirigée par la MINUAD et la Commission du Nord du Soudan pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration. 4 juillet 2011. Photo ONU #478444 par Olivier Chassot.

Les combats peuvent avoir détruit des ressources et des infrastructures, et des personnes ayant des connaissances et des compétences de base peuvent avoir fui ou avoir été tuées. Les institutions économiques et sociales sont souvent brisées et la société civile est généralement faible.

Il n'existe pas de modèle unique pour les programmes de DDR car ils dépendent du contexte. Bien que les études de cas et les programmes existants puissent offrir des enseignements et des recommandations susceptibles d'augmenter les chances de succès, les planificateurs doivent adapter chaque programme de DDR à la situation politique, économique, financière et sociale du pays. Ils doivent également concilier ces réalités avec les objectifs des nombreux acteurs impliqués dans le soutien des programmes.

Le processus de DDR en tant que continuum

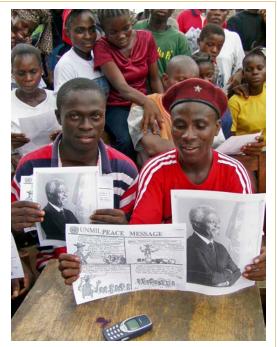
La phase de négociation est critique et devrait prendre en compte tous les éléments, car toutes les étapes de consolidation de la paix sont liées les unes aux autres. Cela peut prendre du temps. En fait, assurer un examen et une planification appropriés de tous les aspects d'un accord de paix peut exiger des mois de négociation, voire des années. Le développement de liaisons en amont et en aval entre chaque étape renforce donc le processus de consolidation de la paix et garantit une meilleure transition vers une paix durable.

La démobilisation, la réinsertion et la réintégration ne sont pas des phases distinctes, mais constituent plutôt un continuum de la transition de la vie militaire à la vie civile active. Le plus souvent, les programmes les mettent en œuvre en tenant compte du temps et de l'espace nécessaires en fonction de la taille des groupes, car un seul et même effort massif de démobilisation pourrait déstabiliser le pays. Au cours de chacun de ces processus, les anciens combattants ont des besoins différents et

nécessitent des mesures de soutien différentes. L'expérience montre que les praticiens du DDR doivent envisager le tout comme un processus unique et continu. Les planificateurs doivent relier et coordonner tous les ensembles d'activités pour augmenter les chances de succès. Tous les éléments ne seront pas mis en œuvre simultanément. Trop souvent, les opérations de DDR ont commencé avec de bonnes intentions sous la forme d'efforts fragmentés et non coordonnés, et peuvent même avoir conduit à des réussites à court terme, avant de se solder par un échec.

Cela ne veut pas dire que le désarmement, la démobilisation et la réintégration doivent s'effectuer de manière séquentielle. Il peut y avoir des cas, surtout dans les sociétés armées, où le désarmement des combattants peut, en fait, les mettre en danger. Dans ces circonstances, permettre à certains combattants de conserver leurs armes pendant les phases de démobilisation et de réintégration s'est

avéré bénéfique pour parvenir à la paix. Dans d'autres processus de paix, les factions considéraient le concept de désarmement comme une forme de reddition et ne pouvaient l'accepter. Ces situations nécessitaient le recours à une autre terminologie pour mettre les armes hors d'usage afin que le désarmement puisse se poursuivre. Il n'en demeure pas moins que le désarmement doit se faire au fil du temps, que ce soit par le biais d'un programme de DDR ou d'un programme ultérieur concernant les ALPC. Il en va de même pour la démobilisation, qui peut être effectuée de manière mobile ou in situ. Dans un processus de démobilisation mobile, le programme va à la rencontre des personnes concernées. De manière in situ, les anciens combattants se rendent dans une zone de rassemblement, de regroupement ou d'attente pour le traitement de leur cas. Dans d'autres circonstances, les combattants peuvent déjà se trouver au sein de la communauté de leur choix, et le processus de DDR (en particulier la phase de réintégration) peut s'y dérouler avec d'autres réfugiés rapatriés, personnes déplacées dans leur propre pays et populations restées sur place. Tout dépend du contexte du conflit.



Le Général Samuel Bower, ancien commandant des forces des anciens rebelles, avec le message de paix de la MINUL et la photo du Secrétaire général, Kofi Annan, à la main lors d'un événement de sensibilisation au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration de la MINUL. 20 novembre 2003. Photo ONU #29551 par Shima Roy.

Pour être efficace, la phase de réintégration nécessite des composantes d'urgence et de développement. La composante d'urgence implique un soutien à court terme aux anciens combattants — à la fois direct au niveau individuel et indirect au niveau des groupes réinstallés dans des régions spécifiques. Les politiques relatives à cette composante doivent être pratiques, ciblées et interventionnistes. La composante du développement nécessite des interventions gouvernementales à moyen et long terme ciblant uniquement de manière indirecte les anciens combattants. Ces mesures doivent également être harmonisées avec les initiatives nationales de développement à plus long terme axées sur les besoins de tous les membres de la société, y compris les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les populations restées sur place, pour aider à reconstruire ou réformer une communauté. La

réintégration communautaire, parfois appelée réintégration dans la zone, peut être plus efficace à long terme, mais elle fait souvent face à un problème de financement car les bailleurs de fonds disposent de moyens à des fins spécifiques qui ne peuvent pas toujours être mélangés ou utilisés à d'autres fins.

Liens en aval

La démobilisation doit être liée à la réintégration. Si des options de réintégration existent déjà au stade de la démobilisation, les praticiens du DDR peuvent les utiliser comme moyens incitatifs liés aux programmes de réinsertion pour convaincre les combattants individuels de renoncer à leur ancienne vie. Dans de nombreux cas récents, ce lien n'a pas été complètement développé, ce qui signifie que les programmes de réinsertion doivent aider à combler les lacunes.

En général, les programmes de réintégration passés partageaient peu de points communs avec les politiques de développement, malgré le fait que la réintégration devrait éventuellement conduire à des efforts de développement. Les stratégies de réintégration mises en place au lendemain d'un conflit doivent prendre en compte de nombreuses contraintes extérieures au développement et atteindre des objectifs présentant peu d'intérêt en matière de développement. Cependant, l'interdépendance est nécessaire pour assurer la stabilité du processus. Les programmes de réintégration resteront instables si la phase de développement ultérieure ne les renforce pas. Les planificateurs élaborent généralement des programmes de réintégration autonomes et attendent



Une pile de fusils AK-47 des membres de l'Armée populaire de libération du Soudan brûle à l'occasion du lancement du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration au Soudan du Sud par la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS). 10 juin 2009. Photo ONU #399169 par Tim McKulka.

pour incorporer plus tard des aspects liés au développement. Cependant, la meilleure option est de commencer à intégrer les aspects les plus fondamentaux des politiques de développement dans les programmes de DDR dès le début. Ce lien en aval permet d'éviter le piège de l'urgence et favorise une transition en douceur vers le développement.

Financement des programmes de DDR

Pour faciliter les processus de démobilisation et de réintégration, un programme bien structuré, bien planifié et intégré est nécessaire. Les programmes de DDR ont tendance à être coûteux, en particulier pour un gouvernement dans un pays déchiré par la guerre et confronté à de nombreux besoins qui entrent en concurrence. Peu de pays peuvent se permettre de financer l'ensemble des coûts associés à un programme de DDR et les planificateurs du processus de DDR sont souvent contraints de concevoir des programmes sans connaître la disponibilité des ressources. L'aide des donateurs internationaux et d'autres formes d'assistance sont essentielles pour élaborer un tel plan. De nombreux bailleurs de fonds hésitent à engager des ressources avant qu'un tel plan ne leur soit présenté. Pire encore, ils



Dans le village de Tora, au Darfour du Nord, l'eau sert à fabriquer des briques pour la construction d'une école qui accueillera 30 anciens enfants soldats. L'eau a été livrée par la section chargée du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration de la MINUAD. 19 avril 2010. Photo ONU #434500 par Albert González Farran.

peuvent attendre jusqu'à ce que la démobilisation soit en cours pour accepter qu'il existe une volonté politique suffisante pour investir dans la paix. De nombreux pays, comme l'Angola et le Libéria, ont assisté au va-et-vient de plusieurs processus de paix et programmes de DDR. La volonté politique, une planification minutieuse et l'inclusion dans le processus d'accord de paix peuvent contribuer à améliorer le déploiement d'un programme de DDR dès la mise en place d'un cessez-le-feu et empêcher ainsi les parties en conflit de retomber dans la violence. En l'absence de ces éléments, les soldats inactifs peuvent se tourner vers le banditisme, les officiers peuvent interférer avec le processus politique et les ressources nécessaires à la reconstruction continuent d'être bloquées en raison du conflit constant. Les prestations de démobilisation et les programmes de réinsertion peuvent être nécessaires pour aider à convaincre les combattants, et notamment les dirigeants militaires, que le respect des accords de paix est dans leur intérêt. Cependant, les donateurs ont souvent des difficultés à répondre rapidement aux besoins de financement. Des obstacles bureaucratiques et politiques se dressent. Les gouvernements donateurs doivent respecter des cycles budgétaires et la concrétisation des engagements avec la mise à disposition de fonds prend du temps. Les donateurs peuvent faire preuve de prudence quant à l'engagement de fonds à un processus de paix incertain, bien que le mangue de fonds puisse rendre la paix encore plus incertaine. Pour toutes ces raisons, les segments de programme financés manquent parfois de coordination, et les composantes indispensables peuvent être négligées. En raison du manque de soutien des donateurs, les gouvernements sont parfois dans l'incapacité de tenir leur promesses (par exemple : fournir des terres aux anciens combattants au Nicaragua et au Salvador). Le non-respect de ces promesses peut jeter les bases d'une violence future.

Arrangements institutionnels pour les programmes de DDR

Dans certains cas, une institution nationale ad hoc mise en place par le gouvernement a dirigé le processus de démobilisation et a travaillé avec l'aide des institutions internationales. Depuis le début des années 1990, les experts de DDR recommandent la mise en place d'un organe central de coordination, comme la Commission national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, pour aider à la planification, la mise en œuvre, le contrôle et le suivi des programmes de DDR.

« La coordination au sein du gouvernement et entre celui-ci et les autres acteurs concernés est importante pour maximiser l'efficacité des interventions du programme. La mise en place d'une agence civile chargée de la conception et de la mise en œuvre globales répond le mieux à cet objectif. Une coordination centralisée avec une autorité de mise en œuvre décentralisée dans les districts constitue une structure institutionnelle efficace⁷. »

L'organisation chargée de la gestion doit combiner un contrôle centralisé et une mise en œuvre décentralisée. Les bureaux locaux fournissent aux bénéficiaires un accès plus facile au personnel et aux prestations des programmes, et permettent de mieux adapter le programme aux besoins locaux.

Section 1.9 Menaces contre la sécurité présentées par les anciens combattants

Suite à un accord de paix, les anciens combattants s'attendent souvent à améliorer leur situation sociale et économique. Pour la majorité d'entre eux, ces attentes sont susceptibles de ne pas être satisfaites. Durant leur période de service armé, ils peuvent avoir reçu des promesses d'indemnisation pour leurs sacrifices. La négligence des besoins des soldats démobilisés a des conséquences tant pour les soldats que pour la société à laquelle ils appartiennent. Les besoins non satisfaits peuvent entraîner des troubles sociaux dans les communautés et l'instabilité politique au niveau national. Un taux de chômage élevé, la criminalité et le ressentiment peuvent entraver les efforts de reconstruction et de développement. La réconciliation des anciens adversaires est plus difficile dans de telles circonstances. Si leurs besoins ne sont pas satisfaits, les anciens combattants peuvent poser un risque particulier en raison de leur expérience de la violence organisée.

Les anciens combattants ont été instruits et ont pratiqué la violence pour gagner leur vie. L'appartenance à une force armée, régulière ou irrégulière, peut fournir aux individus des moyens de subsistance, un statut social, une identité, un réseau de soutien, et la sécurité. Après la démobilisation, les anciens combattants perdent les choses que l'appartenance à la force armée représentait pour eux. Ils ont aussi l'expérience de participer au sein d'une structure organisationnelle coopérative pour mener des activités violentes. Un accès facile aux armes est la norme dans les pays récemment engagés dans un conflit civil. S'ils ne parviennent pas à répondre à leurs besoins de base, ils peuvent se livrer à la violence criminelle ou politique. Ils peuvent se réarmer en petits groupes pour participer à des actions telles que des barrages routiers ou des enlèvements pour renforcer leurs demandes. Ils peuvent être impliqués dans des conflits armés contre leurs anciens ennemis, intégrer d'autres groupes armés ou participer au crime organisé, déstabilisant ainsi le processus de paix.

⁷⁾ Nat Colletta et. al., Case Studies in War to Peace Transition: Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia and Uganda. Rapport de synthèse, p.23, Banque mondial, Discussion Paper no. 331, 1996. Disponible en anglais à l'adresse suivante: .

Section 1.10 Impact des anciens programmes

Le processus de DDR est mis en œuvre dans un contexte spécifique, et le succès de tout programme de soutien du DDR est étroitement lié à la situation politique, économique et sécuritaire du pays concerné. Dans certains pays, des programmes de DDR ont été mis en œuvre à plusieurs reprises en raison d'échecs répétés. L'effet immédiat est que les gens se rendent compte des avantages reçus précédemment par les anciens combattants et peuvent rejoindre une faction afin de recevoir une certaine forme de prestation dans le contexte d'après-guerre. Dans ces situations, la gestion des attentes est essentielle, en particulier au cours du processus de négociation lors de la finalisation de la définition de la notion de combattant et des critères d'admissibilité pour aider à contrôler le budget et les dépenses du programme de DDR.

Section 1.11 Conclusion

La transition de la guerre civile à la paix durable est difficile. La réussite du processus de DDR des anciens combattants est l'une des étapes essentielles de cette transition. Les praticiens du DDR doivent le considérer comme un processus holistique, et non comme des étapes distinctes. La plupart des pays nécessitant un processus de DDR ont besoin d'aide extérieure et de fonds pour financer les programmes. De même, une planification précoce et des négociations détaillées — y compris la participation des donateurs et une coordination efficace — peuvent éviter de nombreux problèmes, mais les planificateurs doivent être conscients des obstacles entravant le processus de DDR. Les mandats récents ont élargi le rôle du DDR, en l'utilisant pour améliorer la sécurité, soutenir le développement, aider à réduire les dépenses publiques et éliminer les obstacles à la démocratie. Dans certains cas, des processus volontaires de DDR sont devenus involontaires, et les participants ont été détenus au cours du processus. Lorsque cela est possible, les planificateurs doivent préciser les objectifs du processus de DDR de manière anticipée et les inclure de préférence dans le cadre des négociations globales de paix afin que toutes les parties puissent y adhérer. On peut argumenter en faveur du ciblage des anciens soldats en tant que groupe ayant des besoins spécifiques, mais il est généralement préférable de tenir compte des besoins de la communauté dans son ensemble lors de la conception de programmes inclusifs ou holistiques adaptés. Le mode de mise en œuvre des programmes de DDR a des implications importantes pour la sécurité, la société, la politique et l'économie d'une société sortant d'un conflit.

Suggestions de lecture :

- Muggah, Robert et Chris O'Donnell, "Next Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration". Stability: International Journal of Security & Development, 4(1): 30, pp. 1–12, 2015. Disponible à l'adresse suivante: http://dx.doi.org/10.5334/sta.fs>.
- Nations Unies, Standards intégrés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <www.unddr.org>.

Test de fin de Leçon »

1. Le Secrétaire général des Nations Unies définit la réintégration comme _____.

- A. le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et un revenu durables
- B. l'assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation
- C. l'assistance offerte par les institutions locales et les populations suite au démantèlement des combattants illégaux
- D. un processus à long terme d'aide à la transition soutenu par des bailleurs de fonds internationaux

2. Le Secrétaire général des Nations Unies définit le désarmement comme _____.

- A. la reddition de toutes les troupes avant qu'elles ne deviennent prisonniers de guerre
- B. la rétrocession de toutes les armes au Comité international de la Croix-Rouge à la fin d'un conflit
- C. la collecte, la documentation, le contrôle et l'élimination des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes des combattants et souvent aussi de la population civile
- D. la collecte d'armes lourdes comme première étape vers un cessez-le-feu global
- 3. Complétez les phrases suivantes en choisissant les deux bons mots l'objectif du processus de DDR est de contribuer à la sécurité et à la stabilité dans les environnements _____ afin que le rétablissement et le développement puissent commencer. _____, la démobilisation et la réintégration des combattants constituent un processus complexe ayant des dimensions politique, militaire, sécuritaire, humanitaire et socio-économique.
 - A. de conflit, la réinsertion
 - B. de conflit, le désarmement
 - C. post-conflit, la réinsertion
 - D. post-conflit, le désarmement

4. Tous les programmes de DDR des Nations Unies devraient être

- A. la propriété de la communauté internationale et être menés de manière indépendante
- B. inflexibles et rendre des comptes aux anciens combattants
- c. secrets et séparés des autres opérations de maintien de la paix et de consolidation de la paix
- D. intégrés et flexibles

5. Parmi les énoncés suivants, lequel n'est PAS considéré comme un combattant ?

- A. Une personne arrivant dans un pays d'accueil en tant que réfugié
- B. Une personne impliquée dans le recrutement ou la formation du personnel militaire
- C. Un membre d'une armée nationale ou d'une armée irrégulière
- Une personne arrivant dans un pays d'accueil portant des armes ou un uniforme militaire

6. Quel exemple définit le mieux la réintégration ?

- A. S'assurer que les anciens combattants ont un logement et un emploi à long terme
- B. Encourager les anciens combattants à cesser de se percevoir comme une classe spéciale et à être acceptés et identifiés comme membres de la communauté
- C. Un processus à long terme d'aide à la transition soutenu par des donateurs internationaux
- D. Une aide à court terme fournie aux anciens combattants après le processus de démobilisation

Les réponses à ce questionnaire figurent à la page suivante.

Test de fin de Leçon »

- 7. Le Secrétaire général des Nations Unies définit la réinsertion comme _____.
 - A. l'assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation et avant la réintégration
 - B. l'assistance offerte aux anciens combattants après le processus de réintégration
 - C. l'assistance offerte par les institutions locales et les populations suite au démantèlement des combattants illégaux
 - D. un processus de longue durée d'aide à la transition soutenu par des bailleurs de fonds internationaux
- 8. Parmi les énoncés suivants, lequel ne correspond pas à une situation où le processus de DDR pourrait être utilisé ?
 - A. Dissolution des groupes armés et des milices
 - B. Protection des sites culturels dans un environnement de conflit
 - C. Réduction des effectifs des armées ou des forces armées
 - D. Dissolution des gangs et autres groupes armés

- 9. Le processus de DDR devrait être _____.
 - A. un processus holistique
 - B. une série d'étapes distinctes visant à atteindre un objectif
 - C. une des étapes essentielles à la transition de la guerre civile à la paix durable
 - D. Les réponses A et C
- 10. Parmi les éléments suivants, lesquels correspondent à des difficultés auxquelles les soldats démobilisés sont souvent confrontées à la fin d'un programme de DDR ?
 - A. Manque de conscience civique et d'autonomie
 - B. Manque de ressources financières et logement inadéquat
 - C. Manque d'éducation et de compétences recherchées
 - D. Toutes les propositions ci-dessus

Réponses »

- 1. A
- 2. C
- 3. D
- 4. D
- 5. A
- 0. 0
- 8. B
- 9. D
- 10. D

Appendice A: Liste des acronymes

Acronyme Signification

ADDR L'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration

ALPC Armes légères et de petit calibre

AMISOM Mission de l'Union africaine en Somalie

APLS l'Armée populaire de libération du Soudan

CVE Countering Violent Extremism (en anglais)

DDR Désarmement, démobilisation et réintégration

DDRR Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement

DDVE Demobilizing and Disengaging Violent Extremists (en anglais)

DOMP Département des opérations de maintien de la paix

DPPA Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

FARDC Forces armées de la République démocratique du Congo

FIAS Force internationale d'assistance à la sécurité

FMI Fond monétaire international

FNI Front des Nationalistes et Intégrationnistes

FRPI Front de résistance patriotique de l'Ituri

GTI-DDR Groupe de travail interinstituitions sur le DDR

HCR Haut Commissairiat des Nations Unies pour les réfugiés

IATGs Directives techniques internationales relatives aux munitions

IDDRS Standards intégrés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

ILO Bureau international du Travail

ISACS Normes internationales de contrôle des armes légères

MINUAD Opération hybride de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour

MINUL Mission des Nations Unies au Libéria

MINUS Mission des Nations Unies au Soudan

MINUSS Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

MINUSCA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation

en République centrafricaine

MINUSTAH Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

MISCA Mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous conduite

africaine

MONUC Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo

MONUSCO Mission de Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République

démocratique du Congo

MRC Mouvement révolutionnaire congolais

OIM Organisation internationale pour les migrations

ONUCI Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

PN Police nationale

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

RSS Réforme du secteur de la sécurité

RVC Réduction de la Violence Communautaire

SANDF South African National Defence Forces (en anglais)

SIDDR Initiative de Stockholm sur le DDR

SLAM Service de la lutte antimines des Nations Unies

UE Union européenne

UNIDIR Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

UNITA Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola

Appendice B : IDDRS - Glossaire des termes et définitions

Les définitions suivantes sont tirées des normes IDDRS (chapitre 1.20 - Glossaire : termes et définitions).

Accord de cessez-le-feu

Un pacte contraignant de non-agression pour permettre le dialogue entre les parties en conflit.

Âge de travailler

La Convention sur l'âge minimum de 1973 (n°138) contient des dispositions visant à protéger les jeunes contre les activités et conditions de travail dangereuses ou l'exploitation. Elle exige la détermination d'un âge minimum d'admission au travail, qui ne peut être inférieur à 15 ans et, selon la recommandation complémentaire n°146, devrait être progressivement porté à 16 ans. Par ailleurs, l'âge minimum d'admission à tout type d'emploi susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents ne doit pas être inférieur à 18 ans.

Aide psychologique sur le VIH

Une aide psychologique est généralement offerte avant et après un test de dépistage du VIH afin d'aider les individus à comprendre leur comportement à risque, à faire face à un résultat séropositif ou à rester séronégatif. Le service d'aide psychologique oriente également les personnes vers des options de traitement, des soins et un soutien, et fournit des informations sur la façon de rester en bonne santé autant que possible et comment réduire le risque de transmission à d'autres. Les résultats des tests sont confidentiels. Habituellement, un ensemble de services d'aide psychologique et de dépistage s'assure que : le test de dépistage est effectué de manière volontaire ; une aide psychologique est offerte avant et après le test ; un consentement éclairé est obtenu (accord à un examen ou une procédure médicale après explication claire des risques et avantages) ; et les tests VIH sont effectués à l'aide de kits de tests approuvés et en respectant les protocoles de test.

Analyse des sexospécificités

La collecte et l'analyse d'informations ventilées par sexe. Les hommes et les femmes jouent des rôles différents dans les sociétés et dans les groupes et forces armés. Cela conduit les femmes et les hommes à avoir une expérience, des connaissances, des talents et des besoins différents. L'analyse des sexospécificités explore ces différences afin que les politiques, les programmes et les projets puissent identifier et répondre aux différents besoins des hommes et des femmes. Cette analyse facilite également l'utilisation stratégique des connaissances et compétences distinctes des femmes et des hommes, ce qui peut grandement améliorer la viabilité à long terme des interventions. Dans le contexte du DDR, l'analyse des sexospécificités devrait être utilisée pour concevoir des politiques et des interventions qui reflètent les différents rôles, capacités et besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

Analyse du risque

Utilisation des informations disponibles pour identifier les phénomènes dangereux et estimer le risque (Guide ISO 51: 1999[E]).

Ancien combattant

Une personne qui a assumé l'une des responsabilités ou mené à bien l'une des activités mentionnées dans la définition de « combattant » et a déposé ou rendu ses armes en vue de participer à un processus de DDR. Le statut d'ancien combattant peut être certifié par un processus de démobilisation par une autorité reconnue. Les individus spontanément auto-démobilisés, tels que les déserteurs, peuvent également être considérés comme des anciens combattants si une preuve du statut de non-combattant peut être donnée sur une période donnée.

Ancien combattant étranger

Une personne qui répondait auparavant à la définition d'un combattant et qui a été désarmée et démobilisée, mais qui n'est pas ressortissant du pays où elle se trouve.

Antirétroviraux (ARV)

Terme général désignant le principal type de traitement pour le VIH et le sida. Les ARV ne sont pas des médicaments qui guérissent la maladie.

Appréciation du risque

Processus englobant une analyse du risque et une évaluation du risque (Guide ISO 51: 1999[E]).

Approche fondée sur les besoins

Une approche qui met l'accent sur ce dont les gens ont besoin ou manquent et, par conséquent, sur ce qu'ils devraient recevoir.

Approche relative aux moyens de subsistance durables

Approche qui tente de faire en sorte que les ménages puissent faire face au stress et aux chocs, et maintenir et améliorer leurs capacités et leurs actifs maintenant et à l'avenir.

Apte au transport

Évaluation technique, par un technicien qualifié ou un officier technicien, de la condition physique et la stabilité des munitions et des explosifs avant tout déplacement. Si les munitions et les explosifs ne sont pas aptes au transport, ils doivent être détruits sur place (c.-à-d. à l'endroit où il se trouve), ou aussi près que possible dans la pratique, par une équipe de NEM qualifiée agissant sous les conseils et le contrôle du technicien qualifié ou de l'officier technicien qui a effectué l'inspection initiale « Apte au transport ».

Arme

Tout ce qui utilisé, conçu ou destiné à être utilisé : (1) pour causer la mort ou des blessures à une personne ; ou (2) pour menacer ou intimider toute personne et, sans limiter la généralité de ce qui précède, cela comprend les armes à feu.

Armes contre développement

Le lien direct entre la remise volontaire des armes de petit calibre et des armes légères par les communautés concurrentes en échange d'une part convenue d'un projet de développement des infrastructures à petite échelle par le gouvernement légal, une organisation internationale ou une ONG.

Armes contre incitation

Le lien direct entre la remise volontaire des armes de petit calibre et des armes légères par les individus en échange de la fourniture d'équipements appropriés par le gouvernement légal, une organisation internationale ou une ONG.

Armes légères et de petit calibre (ALPC)

Toutes les armes et munitions conventionnelles meurtrières qui peuvent être portées par un combattant individuel ou un véhicule léger, qui ne nécessitent pas une importante capacité logistique et de maintenance. Il existe diverses définitions pour les ALPC et un consensus international sur une définition « correcte » n'a pas encore été établi. Selon la pratique courante, les armes et munitions d'un calibre de 100 mm maximum sont généralement considérés comme des ALPC. Aux fins des normes IDDRS, la définition cidessus est utilisée.

Autonomisation

Fait référence aux femmes et aux hommes qui prennent leur vie en main : établissement de leurs propres priorités, acquisition de compétences, développement de la confiance en soi, résolution des problèmes et développement de l'autonomie. Personne ne peut autonomiser une autre personne ; seul l'individu peut se donner les moyens de faire des choix ou de s'exprimer. Cependant, les institutions, y compris les agences de coopération internationale, peuvent soutenir des processus qui peuvent favoriser l'autonomisation des individus ou des groupes. L'autonomisation des bénéficiaires, quel que soit leur sexe, devrait être un objectif central de toute intervention de DDR, et des mesures doivent être prises pour s'assurer qu'aucun groupe particulier ne soit mis en situation de faiblesse ou exclu à travers le processus de DDR.

Autorisation d'engagement de dépenses préalable au mandat Les sources de soutien budgétaire à la disposition du Secrétaire général de l'ONU pour établir ou élargir les opérations de maintien de la paix ou une mission politique spéciale. Certaines conditions régissent l'utilisation de cette autorisation, qui peuvent inclure (selon les circonstances) l'approbation du CCQAB ou la notification du Président du Conseil de sécurité.

Autorité nationale

Le(s) ministère(s), organisation(s) ou institution(s) au sein d'un pays chargé(s) de la réglementation, la gestion et la coordination des activités de DDR.

Bénéficiaire

Désigne les individus et les groupes qui reçoivent des avantages indirects grâce à une opération ou un programme de DDR soutenu par l'ONU. Cela inclut les communautés dans lesquelles les participants au programme de DDR se réinstallent, les entreprises où les anciens combattants travaillent dans le cadre du programme de DDR, etc.

Besoins nutritionnels

Les malades du sida ont généralement besoin d'un apport alimentaire qui est de 30 % supérieur aux niveaux standards recommandés.

Besoins pratiques des sexes

Ce que les femmes (ou les hommes) perçoivent comme des nécessités immédiates, telles que l'eau, le logement, la nourriture et la sécurité. Les besoins pratiques varient en fonction des différences sexuées dans la division du travail agricole, de la procréation, etc., dans un contexte social.

Besoins stratégiques de genre

Besoins à long terme, généralement non matériels, et souvent liés à des changements structurels dans la société concernant le statut et l'équité des femmes. Ils comprennent la législation pour l'égalité des droits, la liberté en matière de procréation et une participation accrue à la prise de décision. La notion de « besoins stratégiques », formulée en 1985 par Maxine Molyneux, a contribué à l'élaboration d'outils de planification et d'élaboration de politiques en matière de genre, tels que le Moser Framework, qui sont actuellement utilisés par les institutions de développement dans le monde entier. Les interventions portant sur les intérêts stratégiques sexospécifiques se concentrent sur les questions fondamentales liées à la subordination des femmes (ou, moins souvent, des hommes) et aux inégalités entre les sexes.

Budget évalué de maintien de la paix

La contribution estimée des États membres aux opérations des missions de maintien de la paix des Nations Unies, selon un barème établi par l'Assemblée générale.

Budgétisation axée sur les résultats

Un cadre de planification stratégique qui se concentre sur des objectifs concrets, les réalisations escomptées et les indicateurs de réussite pour l'allocation des ressources. Ainsi, ce type de budgétisation vise à détourner l'attention de la comptabilisation des extrants (activités) pour privilégier la reddition de comptes axée sur les résultats (indicateurs de performance).

Capacité

Les forces et les capacités, pouvant inclure les connaissances, les compétences, le personnel et les ressources, pour atteindre les objectifs souhaités.

Capacité d'absorption

La capacité d'une communauté, d'une économie et/ou d'un pays à inclure des anciens combattants en tant que membres actifs à part entière de la société. La capacité d'absorption est souvent utilisée en relation avec les capacités des communautés locales, mais peut également faire référence aux opportunités de réintégration sociale et politique.

Capital humain

Les connaissances, les habilités, les compétences et d'autres caractéristiques individuelles qui sont liées à l'activité économique. (La durée de la scolarité et les niveaux de qualification sont les mesures standard.)

Capital social

L'existence d'un certain ensemble de valeurs informelles ou de normes partagées entre les membres d'un groupe qui permettent la coopération entre eux. Le partage des valeurs et des normes ne produit pas en soi le capital social car les valeurs peuvent être néfastes. Les normes produisant un capital social doivent inclure des vertus comme la vérité, le respect des obligations et la réciprocité. Remarque : il existe des définitions multiples et nuancées de la notion de capital social.

Combattant

Sur la base d'une analogie avec la définition énoncée dans la troisième Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre à l'égard des personnes engagées dans des conflits armés internationaux, un combattant est une personne qui :

- est membre d'une armée nationale ou d'une organisation militaire irrégulière ; ou
- participe activement aux activités militaires et aux hostilités ; ou
- est impliquée dans le recrutement ou la formation du personnel militaire ; ou
- occupe un poste de commandement ou de prise de décision au sein d'une armée nationale ou d'une organisation armée ; ou
- est arrivée dans un pays hôte, armée ou en uniforme militaire ou faisant partie d'une structure militaire ; ou
- est arrivée dans un pays hôte en tant que civil ordinaire, assumant par la suite, ou se montrant déterminée à assumer, l'un des attributs ci-dessus.

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB)

L'organe consultatif qui examine les budgets des missions de maintien de la paix et fait des recommandations à la Cinquième commission (administrative et budgétaire) de l'Assemblée générale.

Communautés d'accueil

Les communautés où les anciens combattants iront, vivront et travailleront. Ce concept fait également référence au réseau social d'une petite communauté et à l'économie locale avoisinante.

Communication pour le changement de comportement

Un processus participatif et communautaire visant à développer des comportements positifs ; promouvoir et soutenir le changement de comportement individuel, communautaire et sociétal ; et maintenir des comportements appropriés.

Consolidation de la paix

Processus visant à éviter la résurgence d'un conflit et à créer les conditions nécessaires à une paix durable dans les sociétés déchirées par la guerre. Il s'agit d'un processus holistique impliquant la coopération interinstitutions vaste sur un large éventail de questions. Elle comprend des activités telles que le désarmement, la démobilisation et la réintégration des forces et des groupes armés ; la réhabilitation des infrastructures de base ; la surveillance du respect des droits de l'homme et des élections ; la surveillance ou la formation des fonctionnaires et de la police ; la formation aux procédures douanières et de contrôle aux frontières ; des conseils ou de la formation sur les politiques de stabilisation budgétaire ou macro-économique et le soutien pour l'élimination des mines terrestres.

Contributions volontaires

Soutien financier que les États membres s'engagent à fournir (souvent à la conférence des donateurs) au cas par cas pour soutenir la mise en œuvre de programmes. Les contributions peuvent être apportées aux fonds d'affectation spéciale appartenant aux Nations Unies ou à d'autres organismes. Parfois, les bailleurs de fonds mettent en œuvre leurs contributions à travers leur propre agence d'aide bilatérale ou directement via des organisations non gouvernementales.

Contrôle des ALPC

Activités qui visent à réduire l'impact social, économique et environnemental de la prolifération et la possession incontrôlées des ALPC. Ces activités comprennent les questions de contrôles transfrontaliers, les mesures législatives et réglementaires, les stratégies de sensibilisation et de communication sur les ALPC, les opérations de collecte et de destruction des ALPC, le recensement des ALPC, la gestion de l'information et la gestion des stocks d'ALPC.

Contrôle des armes

Réglementation juridique relative à la possession et à l'utilisation des armes à feu et d'autres armes meurtrières par les citoyens (lois, règlements, décrets, etc.).

Contrôle législatif du désarmement et des armes de petit calibre

Les régimes juridiques nationaux qui régissent la possession, l'utilisation et la circulation des armes légères et de petit calibre. Ceux-ci peuvent être appliqués par les forces de sécurité de l'État.

Contrôles aux frontières

L'existence de contrôles et de réglementations entre les pays qui contrôlent l'accès vers et depuis le pays des personnes, des biens et des services.

Coopération

Processus consistant à combiner des acteurs distincts (États/membres/ armées) pour travailler ensemble en tant qu'unité cohérente pour atteindre des objectifs prédéfinis.

Courtage

Activités qui facilitent le transfert d'armes entre personnes de différents pays tiers, dans la mesure où ce transfert est facilité avec l'assistance d'un courtier. Les activités de courtage de base comprennent :

- l'acquisition d'ALPC situées dans un pays tiers en vue d'un transfert vers un autre pays tiers ;
- la médiation entre les vendeurs et les acheteurs d'ALPC pour faciliter le transfert de ces armes d'un pays tiers à un autre ;
- l'indication d'une opportunité pour une telle transaction au vendeur ou à l'acheteur (en particulier, l'introduction d'un vendeur ou d'un acheteur moyennant une commission ou autre contrepartie).

Courtier

La personne physique ou morale qui exerce une activité de courtage ; toute personne qui exerce directement une activité définie comme une activité de courtage dans l'exercice de ses propres relations commerciales ou juridiques. Les actes des personnes physiques, en particulier les employés, doivent être attribués à l'entité juridique.

Critère d'éligibilité

Critères qui établissent qui bénéficiera ou pas de l'aide du processus de DDR. Cinq catégories de personnes doivent être prises en compte dans les programmes de DDR: (1) les combattants adultes hommes et femmes; (2) les enfants associés aux forces et groupes armés; (3) ceux qui travaillent dans des rôles autres que le combat (y compris les femmes); (4) les anciens combattants handicapés et ayant des maladies chroniques; et (5) les personnes à charge.

Au moment de décider qui bénéficiera de l'assistance du processus de DDR, les planificateurs doivent être guidés par trois principes, à savoir : (1) se concentrer sur l'amélioration de la sécurité. L'aide du processus de DDR devrait cibler les groupes qui présentent le plus grand risque pour la paix, tout en prêtant une attention particulière à jeter les bases du redressement et du développement ; (2) équilibrer équité et sécurité. L'assistance ciblée devrait être équilibrée pour ne pas récompenser la violence. L'équité devrait servir de base pour définir l'admissibilité ; et (3) être flexible.

Les critères d'éligibilité sont définis au début d'un processus de planification du DDR et déterminent le coût, la portée et la durée du programme de DDR en question.

Cycle nycthéméral

L'exposition des munitions et des explosifs aux changements de température causés par le jour, la nuit et le changement de saison.

Demandeur d'asile

Une personne dont la demande de statut de réfugié n'a pas été définitivement décidée par un pays d'asile potentiel.

Démilitarisation

La gamme complète des processus qui rendent les armes, les munitions et les explosifs impropres à leur usage initial. La démilitarisation implique non seulement le processus de destruction final, mais inclut également toutes les autres opérations de transport, de stockage, de comptabilité et de prétraitement qui sont tout aussi essentielles à l'obtention du résultat final.

Démobilisation

(Voir aussi « Démobilisation des enfants »)

« La démobilisation est la libération officielle et contrôlée des combattants actifs de forces armées ou d'autres groupes armés. La première étape de la démobilisation peut s'étendre du traitement des combattants dans des centres temporaires jusqu'à la concentration de troupes dans des camps désignés à cette fin (sites de cantonnement, camps, zones de regroupement ou casernes). La deuxième étape de la démobilisation comprend la fourniture de moyens d'appui aux démobilisés, que l'on appelle la réinsertion ». (Note du Secrétaire général à l'Assemblée générale, A/C.5/59/31, mai 2005).

Démobilisation des enfants, libération, sortie d'une force ou d'un groupe armé Le terme « démobilisation » désigne la fin de l'association d'un enfant à des forces ou groupes armés. Les termes « libération » ou « sortie d'une force ou d'un groupe armés » et « enfants quittant des forces et groupes armés » sont préférables à « enfants démobilisés ».

La démobilisation et la libération des enfants sont des processus très brefs et consistent à retirer un enfant d'un groupe militaire ou armé aussi rapidement que possible. Cette action peut nécessiter une documentation officielle (par exemple, délivrance d'une carte de démobilisation ou une inscription officielle dans une base de données des anciens combattants) pour confirmer que l'enfant n'a pas de statut militaire. Toutefois, la documentation officielle doit être utilisée prudemment pour ne pas stigmatiser un enfant déjà vulnérable.

Dépistage obligatoire

Dépistage exigé par la loi fédérale, étatique ou locale pour obliger les individus à se soumettre à un dépistage du VIH sans leur consentement éclairé. Au sein des pays qui procèdent à un dépistage obligatoire, celuici est généralement limité à des « populations » spécifiques telles que les prestataires de soins de santé, les militaires, les prisonniers ou les personnes dans des situations à haut risque.

Dépistage systématique sauf refus du patient

Approche de dépistage par laquelle l'individu a la possibilité de faire un test VIH comme élément standard d'un traitement ou bilan de santé qu'il est sur le point de recevoir. L'individu est informé qu'il elle a le droit d'accepter ou de refuser de subir le test.

Dépistage volontaire du VIH

Un test VIH réalisé à la demande du patient qui choisit d'aller dans un centre de dépistage pour connaître son état sérologique VIH.

Désarmement

« Par désarmement, on entend la collecte, la documentation, le contrôle et l'élimination des armes de petit calibre, des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes des combattants et, souvent également, de la population civile. Le désarmement comprend également l'élaboration de programmes de gestion responsable des armes ». (Note du Secrétaire général à l'Assemblée générale, A/C.5/ 59/31, mai 2005).

Désarmement communautaire/ limitation des armes de petit calibre

Dans le contexte de la consolidation de la paix, le désarmement communautaire ou la limitation des armes de petit calibre préconise un changement d'attitude du public envers la possession et l'utilisation d'armes, et défend les avantages des mesures de contrôle des armes au sein de la communauté.

Désarmement, démobilisation et réinsertion intégrés

La mise en œuvre coopérative des politiques, des structures et des processus qui soutiennent l'efficacité des opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans un environnement de maintien de la paix.

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

Un processus qui contribue à la sécurité et à la stabilité dans un contexte de relèvement post-conflit en retirant les armes des combattants, en retirant les combattants des structures militaires et en les aidant à s'intégrer socialement et économiquement dans la société en trouvant des moyens de subsistance civils.

Voir également les rubriques distinctes « désarmement », « démobilisation » et « réintégration ».

Destruction

Le processus de conversion finale des armes, des munitions et des explosifs dans un état inerte de sorte qu'ils ne peuvent plus fonctionner comme prévu.

Destruction des stocks d'armes

Les activités physiques et les procédures de destruction visant à une réduction continue du stock d'armes national.

Détenu

Une personne relevant de la définition de combattant (voir ci-dessus), qui a franchi une frontière internationale d'un État en proie à un conflit armé et est détenue par un État neutre sur le territoire duquel il est entré.

Détermination du statut de réfugié

Procédures juridiques et administratives prises par le HCR et/ou des États pour déterminer si une personne doit être reconnue comme réfugié conformément au droit national et international.

Diffusion de l'information

Information qui est diffusée ou publiée dans le but principal de tenir le public pleinement informé, permettant ainsi sa compréhension et son soutien. L'objectif de l'information concernant le contrôle des ALPC est de sensibiliser davantage la population. Il s'agit d'une approche de mobilisation de masse qui fournit des informations sur le problème des ALPC. Dans une situation d'urgence, en raison du manque de temps et de données précises, c'est le moyen le plus pratique de communication de l'information sur la sécurité. Dans d'autres situations, l'information peut soutenir la liaison ou la participation communautaire.

Division du travail fondée sur le sexe

Résultat de la façon dont chaque société divise le travail entre les hommes et les femmes selon ce qui est considéré comme convenable ou approprié à chaque sexe. Il essentiel d'examiner la division du travail fondée sur le sexe pour déterminer les possibilités de réintégration pour les anciens combattants hommes et femmes, y compris les femmes et les filles associées aux forces et groupes armés dans des rôles non-combattants et les personnes à charge.

Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

Les DSRP sont préparés par les gouvernements des pays à faible revenu par le biais d'un processus participatif impliquant les acteurs nationaux et les partenaires externes du développement, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Un DSRP décrit les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux qu'un pays suivra sur plusieurs années pour parvenir à une croissance généralisée et à une réduction de la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur et les sources de financement connexes (FMI, Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté : Fiche d'information, septembre 2005, https://www.imf.org/external/np/exr/facts/prsp.htm).

Dommage

Blessure physique ou atteinte à la santé des personnes, ou atteinte aux biens ou à l'environnement (Guide ISO 51: 1999 [E]).

Données ventilées par

Des données qui sont recueillies et présentées séparément pour les hommes et les femmes. La disponibilité des données ventilées par sexe, qui décrivent la proportion de femmes, d'hommes, de filles et de garçons associés aux forces et groupes armés, est une condition essentielle pour l'élaboration de politiques et d'interventions sensibles au genre.

Éducation par les pairs

Un concept populaire qui se distingue de différente manière d'une approche, d'un canal de communication, d'une méthodologie et/ou d'une stratégie d'intervention. L'éducation par les pairs implique généralement la formation et le soutien aux membres d'un groupe donné ayant les même antécédents, expériences et valeurs pour apporter des changements parmi les membres de ce groupe. L'éducation par les pairs est souvent utilisée pour influencer les connaissances, les attitudes, les croyances et les comportements au niveau individuel. Cependant, l'éducation par les pairs peut également créer des changements au sein du groupe ou de la société en modifiant les normes et en stimulant l'action collective qui contribue aux changements dans les politiques et programmes. Dans le monde, l'éducation par les pairs est l'une des stratégies de sensibilisation au VIH/sida la plus utilisée.

Éducation sur les risques des ALPC

Un processus qui encourage l'adoption de comportements plus sûrs par les groupes à risque et par les détenteurs d'ALPC, et qui établit des liens entre les communautés affectées, d'autres composantes relatives aux ALPC et d'autres secteurs. L'éducation sur les risques peut être mise en œuvre comme une activité autonome dans des contextes où aucune collecte d'armes n'a lieu. Si une amnistie doit être mise en place à un stade ultérieur, les activités de sensibilisation aux risques permettront de réaliser une campagne d'information de manière efficace, en utilisant les réseaux, les systèmes et les méthodes en place dans le cadre du programme d'éducation sur les risques et d'adapter le contenu en conséquence.

L'éducation sur les risques des ALPC est une composante essentielle du contrôle des ALPC. Deux composantes connexes se renforcent mutuellement : (1) la participation communautaire, et (2) l'éducation du public.

En général, les programmes d'éducation sur les risques des ALPC peuvent utiliser les deux approches, car elles se renforcent mutuellement.

Cependant, ce ne sont pas des solutions interchangeables, et elles ne remplacent pas non plus l'éradication de la menace des ALPC par la collecte et la destruction des armes. L'utilisation de ces approches dépendra aussi de savoir si une programme de collecte d'armes a lieu ou non.

Égalité des genres

Désigne l'égalité des droits, des responsabilités et des opportunités des femmes, des hommes, des filles et des garçons. L'égalité ne signifie pas que les femmes et les hommes seront les mêmes, mais que les droits, les responsabilités et les opportunités des femmes et des hommes ne dépendront pas du sexe de naissance. L'égalité des genres implique que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, tout en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes. L'égalité des genres n'est pas une question de femmes, mais devrait concerner et impliquer pleinement les hommes aussi bien que les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes est considérée à la fois comme une question de droits humain et comme une condition préalable et un indicateur d'un développement durable axé sur les personnes.

Élaboration des politiques

Le processus par lequel de nombreuses organisations universitaires, internationales et non gouvernementales fournissent une aide aux gouvernements dans l'élaboration de leurs stratégies et approches de gestion concernant des questions, des problèmes ou des événements particuliers.

Élimination

La suppression de munitions et d'explosifs d'un stock en utilisant une variété de méthodes (qui n'impliquent pas nécessairement la destruction). L'élimination des stocks peut nécessiter ou non l'utilisation de procédures sécurisées.

Employabilité

Une combinaison de compétences, de connaissances et d'attitudes qui permettent d'améliorer la capacité d'une personne à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à faire face au changement, à trouver un autre emploi si elle le souhaite ou a été licenciée, et à entrer plus facilement sur le marché du travail à différentes périodes de sa vie professionnelle.

Enfant

Tout être humain âgé de moins de 18 ans sauf si, en vertu de la loi applicable à l'enfant dans un pays donné, la majorité est atteinte plus tôt.

Enfant associé
à des forces de
combat/conflits
armés/groupes
armés/forces
armées

La définition communément appliquée aux enfants associés aux forces et groupes armés dans les programmes de prévention, de démobilisation et de réintégration découle des Principes du Cap et meilleures pratiques (1997), où le terme « enfant soldat » désigne : « toute personne âgée de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messager, et toute personne accompagnant de tels groupes qui n'est pas un membre de leur famille. Cette définition englobe les filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés. Elle ne concerne donc pas uniquement les enfants qui sont armés ou qui ont porté des armes. »

Dans son rapport de février 2000 remis au Conseil de sécurité des Nations Unies, le Secrétaire général a défini un enfant soldat comme suit : « toute personne âgée de moins de 18 ans qui fait partie d'une force armée à quelque titre que ce soit et celles qui accompagnent ces groupes, autrement que comme membres de la famille, ainsi que les filles recrutées à des fins sexuelles et de mariage forcé ». La Convention relative aux droits de l'enfant spécifie qu'un enfant est un être humain de moins de 18 ans.

Le terme « enfants associés aux forces et groupes armés », bien que plus laborieux, est maintenant utilisé pour éviter la perception que les seuls enfants concernés sont les garçons combattants. Ce terme souligne que les enfants admissibles aux programmes de démobilisation et de réintégration sont à la fois ceux qui sont associés aux forces et groupes armés et ceux qui ont fui les forces et les groupes armés (souvent considérés comme des déserteurs et donc nécessitant un soutien et une protection), les enfants qui ont été enlevés, ceux mariés de force ou en détention.

L'accès à la démobilisation ne dépend pas du niveau d'implication des enfants dans les forces et groupes armés. Aucune distinction n'est faite entre les combattants et les non-combattants par crainte de traitement injuste, d'omission ou d'exclusion (principalement des filles). Néanmoins, l'histoire personnelle de l'enfant et ses activités dans le conflit armé peuvent aider à décider du type de soutien dont il a besoin dans la phase de réintégration.

Enquête sur les ALPC

Un processus systématique et logique permettant de déterminer la nature et l'étendue de la prolifération des ALPC et l'impact dans une région, une nation ou une communauté afin de fournir des données précises et des informations pour une intervention sûre, efficace et efficiente par une organisation appropriée. Les termes suivants ont été utilisés dans le passé, même si l'on privilégie celui indiqué plus haut : « évaluation nationale », « évaluation de référence » et « cartographie ».

Équité du traitement des deux sexes

Processus consistant à être juste envers les hommes et les femmes. Pour assurer l'équité, des mesures doivent souvent être mises en place pour compenser les désavantages historiques et sociaux qui empêchent les femmes et les hommes de fonctionner sur un pied d'égalité. L'équité est un moyen ; l'égalité est le résultat.

État de droit

L'état de droit désigne un principe de gouvernance en vertu duquel l'ensemble des individus, des institutions et des entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme. Il implique, d'autre part, des mesures propres à assurer le respect des principes de la primauté du droit, de l'égalité devant la loi, de la responsabilité au regard de la loi, de l'équité dans l'application de la loi, de la séparation des pouvoirs, de la participation à la prise de décisions, de la sécurité juridique, du refus de l'arbitraire et de la transparence des procédures et des processus législatifs.

Étude d'impact des ALPC

Composante d'une enquête sur les ALPC visant à collecter des données sur l'impact de ces armes sur les communautés et sur le développement économique et social.

Évaluation

L'évaluation est un outil de gestion. C'est une activité assortie d'un calendrier qui évalue systématiquement et objectivement la pertinence, la performance et le succès des programmes et des projets en cours et achevés. L'évaluation est effectuée de manière sélective, en posant et en répondant à des questions spécifiques pour guider les décideurs et/ou les gestionnaires de programme. L'évaluation détermine la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité d'un programme ou d'un projet.

Évaluation de capacité des ALPC

Composante d'une enquête sur les ALPC qui consiste en la collecte d'informations concernant les ressources locales qui permettent d'apporter une réponse aux problèmes posés par ce type d'armes.

Évaluation de la répartition

Composante d'une enquête sur les ALPC qui rassemble des renseignements concernant le type, la quantité, la propriété, la répartition et la circulation de ce type d'armes dans le pays ou la région.

Évaluation détaillée sur le terrain

Une évaluation détaillée sur le terrain est essentielle pour identifier la nature du problème auquel un programme de DDR doit faire face, ainsi que pour fournir des indicateurs clés pour le développement d'une stratégie de DDR détaillée et de ses composantes associées. Des évaluations détaillées sur le terrain sont effectuées pour s'assurer que les stratégies, les programmes et les plans de mise en œuvre du DDR reflètent la réalité, sont bien ciblés et durables, et facilitent leur suivi et leur évaluation.

Évaluation du risque

Procédure fondée sur l'analyse du risque pour décider si le risque tolérable est atteint (Guide ISO 51: 1999[E]).

Évaluation rapide

Évaluation qui utilise une variété de techniques d'enquête pour une évaluation rapide et peu coûteuse. Les évaluations rapides ont tendance à être qualitatives plutôt que quantitatives, et elles dépendent davantage de la capacité et du jugement de la personne chargée de l'enquête que les autres méthodes d'étude qui sont plus rigoureuses, mais aussi plus lentes et plus coûteuses.

Évaluation rurale participative

Outil conçu dans le cadre d'une intervention du Programme alimentaire mondial (PAM) afin d'évaluer les perceptions, l'accès et le contrôle des ressources, les attitudes, les avantages, les postes de prise de décision, les contraintes et le degré d'implication des habitants ruraux.

Événement dangereux

Déclencheur qui fait passer de la situation dangereuse au dommage (Guide ISO 51: 1999 [E]).

Exclusion du statut de réfugié

Cette exclusion est prévue dans les dispositions légales du droit des réfugiés et refuse les avantages de la protection internationale aux personnes qui répondraient autrement aux critères du statut de réfugié, y compris aux personnes pour lesquelles il existe des raisons sérieuses de penser qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre, un crime contre l'humanité, un crime grave de droit commun ou des agissements contraires aux buts et aux principes de l'ONU.

Explosifs Substances ou mélanges de substances qui, sous influences extérieures,

sont capables de libérer rapidement de l'énergie sous forme de gaz et de

chaleur.

Exportations

d'armes

L'envoi d'armes, de fusils et de munitions d'un pays à un autre, souvent

surveillé de près et contrôlé par les gouvernements.

Faux négatif/

positif

Résultat d'un test de dépistage du VIH qui est erroné, donnant soit un résultat négatif lorsque la personne est séropositive, soit un résultat positif

lorsque la personne est séronégative.

Fenêtre

sérologique

La période de temps entre l'infection initiale par le VIH et la production d'anticorps par le corps, qui peut s'étendre jusqu'à trois mois. Pendant ce

temps, un test VIH pour les anticorps peut être négatif, même si la personne

a le virus et peut infecter d'autres personnes.

Forces armées L'organisation militaire d'un État avec une base légale et le soutien des

infrastructures institutionnelles (salaires, avantages sociaux, services de

base, etc.).

Force irrégulière Aux fins des normes IDDRS, une force irrégulière est définie comme groupe

armé

Forces

régulières

Cadre institutionnalisé dans les armées professionnelles organisées, structurées et formées, avec une base juridique et l'infrastructure

institutionnelle de soutien (salaires, avantages sociaux, services de base,

etc.).

Garant

international

État ou organisme international ou régional qui facilite et arbitre les

négociations et la mise en œuvre d'un accord de paix.

Genre

Les attributs sociaux et les opportunités associés au fait d'être un homme et une femme et les relations entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons, ainsi que les relations entre les femmes et entre les hommes. Ces attributs, opportunités et relations sont construits socialement et sont appris par le biais des processus de socialisation. Ils sont spécifiques au contexte et à l'époque et peuvent changer. Le genre fait partie du contexte socioculturel plus large. D'autres critères importants pour l'analyse socioculturelle comprennent la classe sociale, la race, le niveau de pauvreté, le groupe ethnique et l'âge. Le concept de genre inclut également les attentes concernant les caractéristiques, les aptitudes et les comportements probables des femmes et des hommes (féminité et masculinité). Le concept de genre est vital car, lorsqu'il est appliqué à l'analyse sociale, il révèle la manière dont la subordination des femmes (ou la domination des hommes) est socialement construite. En tant que tel, la subordination peut être modifiée ou terminée. Elle n'est pas biologiquement prédéterminée, ni fixée pour toujours. Comme dans tout groupe, les interactions entre les forces et groupes armés, les rôles et les responsabilités des membres du groupe, et les interactions entre les membres des forces et groupes armés et les décideurs sont tous fortement influencés par les rôles sexospécifiques et les relations de genre dans la société. En fait, les rôles de genre affectent de manière significative le comportement des individus même lorsqu'ils sont dans un environnement de ségrégation sexuelle, comme un cadre entièrement masculin.

Gestion de crise

Actions entreprises par les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour tenter de répondre aux problèmes de sécurité, d'identifier leurs causes profondes et de renforcer les capacités internationales pour éviter que les conflits ne se reproduisent.

Gestion des armes

Dans le contexte du DDR, la gestion des armes fait référence à la manipulation, la gestion et le contrôle des armes, des munitions et des munitions non explosées remises, qu'elles soient reçues, éliminées, détruites ou stockées à long terme. Une partie intégrante de la gestion des armes au cours du processus de DDR consiste en leur enregistrement, qui devrait de préférence être géré par des organismes internationaux et gouvernementaux et la police locale, et contrôlé par des forces internationales. Une liste d'inventaire avec les numéros de série des armes permet le traçage efficace et le suivi de l'utilisation future des armes. Au cours de collectes volontaires d'armes, des incitations alimentaires ou monétaires sont fournies afin d'encourager l'enregistrement.

Alternativement, la gestion des armes fait référence à l'administration par le gouvernement national de ses propres stocks d'armes légaux. Une telle administration comprend l'enregistrement, conformément à la législation nationale, du type, du nombre, de l'emplacement et de l'état des armes. En outre, cette définition englobe également la mise en œuvre par le gouvernement national de ses contrôles de transfert d'armes pour diminuer le trafic illicite d'armes, et les règlements pour les autorisations d'exportation et d'importation des armes (en vertu des responsabilités existantes de l'État).

Groupe armé

Un groupe qui a le potentiel d'employer des armes en vue d'un usage de la force pour atteindre des objectifs politiques, idéologiques ou économiques ; qui ne fait pas partie des structures militaires officielles d'un État, d'une alliance d'États ou d'une organisation intergouvernementale ; et qui n'est pas sous le contrôle du ou des État(s) où il opère.

Incitations

Actes ou conditions qui favorisent la réalisation d'un objectif.

Indicateur

Facteur quantitatif, qualitatif ou variable qui fournit un moyen simple et fiable pour mesurer les résultats, afin de refléter les changements liés à une intervention, ou pour aider à évaluer la performance d'un facteur donné de développement ou d'aide.

Infection opportuniste

Une infection qui se produit lorsqu'un système immunitaire est affaibli, mais qui peut ne pas causer une maladie — ou être aussi grave — chez une personne ayant un système immunitaire sain.

Infection sexuellement transmissible (IST)

Maladie qui est souvent transmise lors de relations sexuelles vaginales, anales ou orales. La présence d'une IST est une indication d'un comportement à risque et augmente également le risque réel de contracter le VIH.

Information, éducation et communication (IEC)

Le développement de stratégies de communication et de supports, basés sur la recherche formative et conçus pour avoir un impact sur les niveaux de connaissances de groupes spécifiques et pour influencer leurs comportements.

Insécurité alimentaire

Une situation où les gens n'ont pas un accès sûr à des quantités suffisantes d'aliments sains et nutritifs pour une croissance et un développement normaux, et une vie active et saine. L'insécurité alimentaire peut être causée par l'indisponibilité de la nourriture, un pouvoir d'achat insuffisant, une distribution inappropriée ou une utilisation inadéquate de la nourriture au niveau du ménage.

Intégration

La mise en œuvre des politiques et des processus, ayant un objectif stratégique commun et qui prévoient des mécanismes de coopération mutuellement bénéfique.

Intégration d'une perspective de genre

Concept défini par la 52ème session de l'ECOSOC en 1997 comme suit: « incidences pour les femmes et pour les hommes de toute action envisagée, notamment dans la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines — politique, économique et social — de manière que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer. Le but ultime est d'atteindre l'égalité entre les sexes. » L'intégration d'une perspective de genre est apparue comme une stratégie majeure pour parvenir à l'égalité des sexes après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995. Dans le contexte du DDR, l'intégration d'une perspective de genre est nécessaire pour veiller à ce que les femmes et les filles bénéficient d'un accès équitable aux programmes et aux prestations d'aide et cela devrait donc être une composante essentielle de toutes les interventions liées au DDR. Afin de maximiser l'impact des efforts d'intégration de la perspective de genre, ceux-ci devraient être complétés par des activités directement adaptées aux segments marginalisés du groupe de bénéficiaires prévu.

Internement

Une obligation d'un État neutre lorsque d'anciens combattants étrangers pénètrent son territoire, comme prévu par la Convention de La Haye de 1907 concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Cette règle est considérée comme ayant atteint le statut de droit international coutumier, de sorte qu'elle est contraignante pour tous les États, qu'ils soient ou non parties à la Convention de La Haye. Elle s'applique également par analogie aux conflits armés internes dans lesquels les combattants des forces armées gouvernementales ou des groupes armés d'opposition pénètrent sur le territoire d'un État neutre. L'internement implique la détention des combattants étrangers qui ont été séparés des civils dans un endroit sûr et loin des zones de combat, et la fourniture de secours de base et d'un traitement humain. Différents degrés de liberté de circulation peuvent être fournis, sous réserve que l'État chargé de l'internement veille à ce que les personnes détenues ne puissent pas utiliser son territoire pour participer aux hostilités.

Intervention

Processus par lequel un acteur pénètre dans la zone d'un autre, avec ou sans le consentement de l'autre.

Jeune

Au sein du système des Nations Unies, les jeunes sont identifiés comme les personnes ayant de 15 à 24 ans. Cependant, cela peut varier considérablement d'un contexte à l'autre. Les systèmes sociaux, économiques et culturels définissent les limites d'âge pour les rôles et les responsabilités des enfants, des jeunes et des adultes. Les conflits et la violence obligent souvent les jeunes à assumer des rôles d'adultes, tels que la responsabilité parentale, être chef de famille, être aidant naturel ou combattant. Les attentes culturelles des filles et des garçons affectent aussi leur perception en tant qu'adultes, tels que l'âge du mariage, les pratiques de circoncision et la maternité. Ces attentes peuvent être perturbées par les conflits.

Justice

L'Organisation des Nations Unies conçoit la « justice » comme un idéal de responsabilité et d'équité en ce qui concerne la protection et la revendication des droits, et la prévention et la punition des violations. La justice implique la prise en considération des droits de l'accusé, des intérêts de la victime, et du bien-être de la société tout entière. C'est un concept enraciné dans toutes les cultures et les traditions nationales, et même si l'administration de la justice nécessite habituellement des mécanismes judiciaires formels, les mécanismes traditionnels de règlement des différends n'en sont pas moins eux aussi pertinents. La communauté internationale s'efforce depuis plus d'un demi-siècle de définir collectivement les conditions de fond et de procédure que requiert une bonne administration de la justice.

Justice transitionnelle

La justice transitionnelle comprend la gamme complète des processus et des mécanismes associés aux tentatives d'une société de se réconcilier avec un héritage de violations massives, afin d'assurer la reddition de comptes, servir la justice et parvenir à la réconciliation. Ceux-ci peuvent inclure à la fois des mécanismes judiciaires et non judiciaires, avec différents niveaux d'implication internationale (ou aucune) et des poursuites individuelles, des réparations, une recherche de la vérité, la réforme institutionnelle, et des licenciements, ou une combinaison de ceux-ci.

Limitation d'armes légères

Voir « désarmement communautaire ».

Mécanismes/ stratégies d'adaptation

Méthodes grâce auxquelles les membres des ménages tentent de faire face à une crise. Par exemple, en période d'insécurité alimentaire grave, les membres du ménage peuvent (1) utiliser les aliments sauvages plus que la normale, (2) planter d'autres cultures, (3) chercher d'autres sources de revenus, (4) compter davantage sur les dons et envois de fonds, (5) vendre des actifs pour acheter de la nourriture, ou (6) migrer. Les mécanismes d'adaptation doivent être découragés s'ils entraînent un désinvestissement, s'ils réduisent la capacité d'un ménage à retrouver sa capacité de survie à long terme et s'ils nuisent à l'environnement. Les mécanismes d'adaptation positifs doivent être encouragés et renforcés.

Mercenaire

Le terme « mercenaire » s'entend de toute personne :

- a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé ;
- b) Qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie;
- c) Qui n'est ni ressortissante d'une partie au conflit, ni résidente du territoire contrôlé par une partie au conflit ;
- d) Qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit ;

et

- e) Qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État.
- 2. Le terme « mercenaire » s'entend également, dans toute autre situation, de toute personne :
 - a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour prendre part à un acte concerté de violence visant à :
 - i) Renverser un gouvernement ou, de quelque autre manière, porter atteinte à l'ordre constitutionnel d'un État ; ou
 - ii) Porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État ;
 - b) Qui prend part à un tel acte essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel significatif et est poussée à agir par la promesse ou par le paiement d'une rémunération matérielle ;
 - c) Qui n'est ni ressortissante ni résidente de l'État contre lequel un tel acte est dirigé ;
 - d) Qui n'a pas été envoyée par un État en mission officielle ; et
 - e) Qui n'est pas membre des forces armées de l'État sur le territoire duquel l'acte a eu lieu. (Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires, 1989).

Milice

Un groupe militaire issu de la population civile pour compléter une armée régulière en cas d'urgence ou un groupe rebelle s'opposant à une armée régulière. Voir aussi « Force irrégulière ».

Moyens de subsistance

Les capacités, les actifs (y compris les biens matériels et sociaux) et les activités nécessaires comme moyen de subsistance. Un moyen de subsistance est durable lorsqu'il permet de faire face et de se remettre d'un stress et de chocs, et de maintenir ou d'améliorer ses capacités et ses biens, sans porter atteinte à la base des ressources naturelles.

Munitions non explosées

Munition explosive qui a été amorcée, armée ou autrement préparée pour l'action, et qui a été abandonnée, tirée, lancée, projetée ou placée de telle manière à être un danger pour les opérations, les installations, le personnel ou le matériel, et reste non explosée, soit en raison d'un mauvais fonctionnement, de la conception ou pour toute autre cause.

Neutralisation des explosifs et munitions

Ce processus peut également comprendre la mise en sécurité et/ou l'élimination des munitions explosives qui sont devenues dangereuses suite à une détérioration et lorsque l'élimination de telles munitions explosives dépasse les capacités du personnel normalement chargé de l'élimination de routine. La présence de munitions et d'explosifs pendant les opérations de désarmement exige inévitablement des interventions de neutralisation des explosifs et des munitions. Le niveau d'intervention dépend de l'état des munitions, de leur niveau de détérioration et de la façon dont la communauté locale les manipule.

Non refoulement

Un principe fondamental du droit international qui interdit aux États de renvoyer les personnes de quelque manière que ce soit dans des pays ou territoires où leur vie ou leur liberté peuvent être menacées. Ce principe figure dans le droit des réfugiés, le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire. C'est une règle du droit international coutumier qui est donc contraignantes pour tous les États, qu'ils soient ou non parties à des instruments spécifiques tels que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Norme

Un accord documenté contenant des spécifications techniques ou d'autres critères précis à utiliser systématiquement comme règles, lignes directrices ou définitions de caractéristiques pour s'assurer que les matériaux, produits, procédés et services sont adaptés à leur but. Les normes IDDRS visent à améliorer la sécurité et l'efficacité des opérations de DDR en encourageant l'utilisation des procédures et des pratiques préférées au Siège et sur le terrain. Pour être efficaces, les normes doivent être définissables, mesurables, réalisables et vérifiables.

Objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement résument les objectifs de développement convenus lors des conférences internationales et des sommets mondiaux au cours des années 1990. À la fin de la décennie, les dirigeants mondiaux ont condensé les buts et objectifs clés dans la Déclaration du Millénaire (septembre 2000).

Les Objectifs du Millénaire pour le développement, à atteindre entre 1990 et 2015, comprennent :

- Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Promouvoir l'égalité des sexes
- Réduire de deux-tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans
- Réduire de trois-quarts la mortalité maternelle
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose
- Préserver l'environnement
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement, avec des objectifs pour l'aide, le commerce et l'allégement de la dette

Objectif opérationnel

Cible spécifique définie par une organisation pour réaliser une mission. Les objectifs opérationnels devraient être précis, idéalement quantifiables, et devraient être réalisables avec les ressources qui sont susceptibles de devenir disponibles.

Objectifs sensibles au genre

Objectifs de programme et de projet qui ne sont pas discriminatoires, qui profitent équitablement aux femmes et aux hommes, et qui visent à corriger les déséquilibres entre les sexes.

Organisation de la société civile (OSC)

Organisation non-étatique composée de participants bénévoles.

Orientation préalable à la libération

Les programmes fournis aux anciens combattants et leur famille au moment de la démobilisation pour mieux les préparer à la réinsertion dans la société civile. Ce processus offre également une occasion précieuse de contrôler et de gérer les attentes.

Participants

Toutes les personnes qui recevront une aide directe à travers le processus de DDR, y compris les anciens combattants, les femmes et les enfants associés aux forces combattantes, et d'autres personnes identifiées au cours des négociations du cadre politique et de la planification d'un processus de DDR soutenu par l'ONU.

Participation de la collectivité

Dans le contexte des ALPC, le terme désigne un processus conçu pour placer les besoins et les priorités des collectivités affectées au centre de la planification, de la mise en œuvre et du suivi du contrôle des ALPC et d'autres secteurs.

La participation de la collectivité se base sur un échange d'informations et implique les communautés dans le processus de prise de décision afin d'établir des priorités pour le contrôle des ALPC. De cette manière, le contrôle des ALPC vise à être inclusif, axé sur la collectivité et à assurer la participation maximale de tous les groupes de la collectivité. Cette participation comprend la planification conjointe, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets.

La participation de la collectivité vise également à développer des stratégies de sécurité temporaires spécifiques qui encouragent le changement comportemental individuel et communautaire. Cette démarche est conçue pour réduire l'impact des ALPC sur les individus et les communautés jusqu'à ce que la menace soit supprimée.

Parties prenantes

Un terme général utilisé pour désigner l'ensemble des acteurs locaux, nationaux et internationaux qui ont un intérêt dans l'issue d'un processus de DDR particulier. Cela inclut les participants et les bénéficiaires, les parties à des accords de paix et cadres politiques, les autorités nationales, tous les organismes d'exécution et partenaires de l'ONU, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les acteurs régionaux et les garants politiques internationaux du processus de paix.

Pays hôte

Un pays étranger sur le territoire duquel un combattant pénètre.

Période d'incubation

Durée entre la première infection par l'agent de la maladie et l'apparition des symptômes de la maladie. Avec le VIH, cela peut varier de quelques mois à plusieurs années.

Personne à charge

Un civil qui dépend d'un combattant pour sa subsistance. Cela peut inclure des amis et des parents du combattant, tels que des hommes et des femmes âgés, des enfants non mobilisés, des femmes et des filles. Certaines personnes à charge peuvent également être des membres actifs d'une force de combat. Aux fins de la programmation du DDR, ces personnes doivent être considérées comme des combattants et non comme des personnes à charge.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Les personnes qui ont été forcées ou contraintes de fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel « notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État » (selon la définition fournie dans les Principes directeurs de l'ONU relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays).

Pires formes de travail des enfants

La Convention sur les pires formes de travail des enfants de 1999 (n°182) vise à mettre un terme à la participation de toutes les personnes âgées de moins de 18 ans dans les activités nuisibles qu'elle énumère. Le recrutement forcé ou obligatoire des enfants dans les conflits armés est répertorié comme l'une des pires formes de travail des enfants.

Plaidoyer relatif aux ALPC

Programme d'activités visant à sensibiliser l'opinion publique, les autorités, les médias, les gouvernements et leurs institutions aux questions et problèmes relatifs aux armes légères et de petit calibre, de façon à entrainer des changements au niveau institutionnel comme au niveau individuel. Ce type d'action englobe aussi les campagnes de sensibilisation aux questions et problèmes relatifs aux armes légères et de petit calibre dans le but d'encourager les individus à restituer leurs armes. Ceci est généralement effectué pour soutenir les programmes de récupération des armes.

Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)

Le PNUAD est le cadre stratégique commun pour les activités opérationnelles du système des Nations Unies au niveau des pays. Il fournit une réponse collective, cohérente et intégrée du système des Nations Unies aux priorités et aux besoins nationaux, y compris les DSRP et les stratégies nationales équivalentes, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que des engagements et des objectifs de la Déclaration du Millénaire, des conférences internationales, des sommets, des conventions et des instruments relatifs aux droits de l'homme du système des Nations Unies (ONU, Common Country Assessment and United Nations Development Assistance Framework: Guidelines for UN Country Teams, 2004).

Plan de mise en œuvre

Aussi connu sous le nom de plan des opérations ou d'action, un plan de mise en œuvre décrit les étapes détaillées nécessaires pour mettre en œuvre des programmes d'activités, ainsi qu'une division du travail et le calendrier général.

Plan national

Une stratégie globale à court, moyen ou long terme visant à favoriser le développement d'une thématique spécifique dans un pays.

Point de collecte des armes

Un emplacement temporaire ou semi-permanent établi conformément aux principes de sécurité des explosifs et des armes, qui est conçu pour agir en tant que point focal pour la remise des ALPC par la communauté civile.

Police de proximité

La police de proximité implique que la police participe au sein de la collectivité et répond aux besoins de celle-ci, et que la collectivité participe à ses propres activités de police et soutient la police. En d'autres termes, la police travaille en partenariat avec la collectivité ; la collectivité participe ainsi à son propre maintien de l'ordre ; et les deux travaillent ensemble, mobilisant des ressources pour résoudre les problèmes affectant la sécurité publique à long terme plutôt que la police, seule, réagissant à court terme aux incidents au fur et à mesure qu'ils surviennent.

Politique

Un ensemble de déclarations qui définit les buts et les objectifs d'une organisation et les règles, les normes et les principes d'action qui régissent la façon dont l'organisation vise à atteindre ces objectifs.

Une politique évolue en fonction de l'orientation stratégique et de l'expérience sur le terrain. À son tour, elle influe sur la façon dont les plans sont élaborés et la manière dont les ressources sont mobilisées et utilisées. La politique est normative et la conformité est supposée, ou du moins encouragée.

Politiques sexospécifiques

Des politiques qui utilisent l'analyse des sexospécificités dans leur formulation et leur conception, et reconnaissent les différences de genre en termes de besoins, d'intérêts, de priorités, de pouvoir et de rôles. En outre, elles reconnaissent que les hommes et les femmes sont des acteurs de développement actifs pour leur communauté. Les politiques sexospécifiques peuvent être divisées en trois catégories :

- Les politiques indépendantes des considérations de sexe utilisent les connaissances relatives aux différences entre les sexes dans une société pour réduire les préjugés dans le travail de développement afin de permettre aux femmes et aux hommes de répondre à leurs besoins pratiques en matière de genre.
- Les politiques qui tiennent compte de l'appartenance sexuelle reposent sur une compréhension de la répartition sexospécifique existante des ressources, des responsabilités et des relations de pouvoir entre les sexes. Ces politiques utilisent les connaissances relatives aux différences entre les sexes pour répondre aux besoins pratiques des femmes et des hommes en matière de genre.
- Les politiques sexospécifiques transformatives consistent en des interventions qui tentent de transformer la répartition actuelle du pouvoir et des ressources pour créer une relation plus équilibrée entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons en répondant à leurs besoins stratégiques en matière de genre. Ces politiques peuvent cibler les deux sexes ensemble ou séparément. Les interventions peuvent être axées sur les besoins pratiques des femmes et/ou des hommes, mais dans le but de créer un environnement propice dans lequel les femmes ou les hommes peuvent s'autonomiser.

Post-conflit

Peut décrire le temps, la période ou les événements qui ont lieu dans un État ou une région qui a récemment connu une flambée de violence ou des conflits.

Précautions universelles

Simples mesures de contrôle des infections qui réduisent le risque de transmission d'agents pathogènes véhiculés par le sang en raison d'une exposition au sang ou à des liquides corporels chez les patients et les professionnels de santé. En vertu du principe de « précaution universelle », le sang et les liquides corporels de toute personne doivent être considérés comme infectés par le VIH, quel que soit le statut connu ou supposé de la personne.

L'utilisation de matériel d'injection nouveau, jetable et à usage unique est fortement recommandée pour toutes les injections. La stérilisation du matériel d'injection doit être envisagée uniquement si un équipement à usage unique n'est pas disponible.

Jeter les objets tranchants contaminés immédiatement et sans remettre le capuchon dans des récipients perforables et étanches qui sont fermés, scellés et détruits avant d'être complètement pleins.

Documenter la qualité de la stérilisation pour tous les équipements médicaux utilisés pour les procédures percutanées.

Se laver les mains avec du savon et de l'eau avant et après les procédures ; utiliser des barrières de protection tels que des gants, des blouses, des tabliers, des masques et des lunettes en cas de contact direct avec le sang ou autre fluides corporels.

Désinfecter les instruments et autres équipements contaminés.

Manipuler le linge souillé avec soin et aussi peu que possible. Des gants et des sacs étanches doivent être utilisés si nécessaire. Le nettoyage devrait être effectué en dehors des zones d'accueil des patients, en utilisant un détergent et de l'eau chaude.

Prévention des conflits

Prise de mesures pour essayer d'empêcher les confrontations violentes.

Prévention du recrutement, et démobilisation et réintégration (PDR) Les organisations axées sur les enfants utilisent le terme « prévention du recrutement, et démobilisation et réinsertion » plutôt que celui de DDR pour se référer au processus axé sur les enfants.

Prima facie

Comme apparent à première vue ou lors de la première impression ; relatif aux réfugiés, si quelqu'un semble évidemment être un réfugié.

Prise en charge syndromique des IST

Une approche rentable qui permet aux professionnels de santé de diagnostiquer les infections sexuellement transmissibles sur la base des antécédents médicaux et des symptômes d'un patient, sans la nécessité d'une analyse en laboratoire. Le traitement comprend généralement l'utilisation d'antibiotiques à large spectre.

Procédure de neutralisation

L'application des méthodes et outils spéciaux d'élimination des munitions explosives pour mettre hors d'état de fonctionner ou séparer des composants essentiels en vue d'éviter une détonation inacceptable.

Programme

Terme générique (général) pour un ensemble d'activités visant à atteindre un objectif spécifique. Afin d'assurer l'obtention des résultats, les activités sont souvent encadrées par une stratégie, des principes clés et des objectifs définis. Ensemble, ceux-ci indiquent la façon dont les activités seront structurées et mises en œuvre. Les programmes comprennent également une description de tous les aspects nécessaires pour mettre en œuvre les activités prévues, y compris les intrants et les ressources (personnel, équipement, financement, etc.), les arrangements pour la gestion, les cadres juridiques, les partenariats et autres analyses des risques.

Programmes de DDR sensibles au genre

Programmes qui sont planifiés, mis en œuvre, suivis et évalués d'une manière sensible au genre pour répondre aux différents besoins des anciens combattants féminins et masculins, des femmes associées à une force combattante et des personnes à charge.

Programme de sensibilisation aux ALPC

Un programme d'activités visant à minimiser ou, quand cela s'avère possible, à éradiquer les conséquences néfastes d'un contrôle des armes légères ou de petit calibre inadéquat en effectuant une combinaison appropriée des activités de plaidoyer relatives aux ALPC.

L'éducation sur les risques des ALPC, les opérations médiatiques et les campagnes d'information, qui visent ensemble à changer les comportements et introduire des attitudes appropriées à long terme. Les objectifs opérationnels d'une initiative nationale de contrôle des ALPC détermineront le type approprié d'activités de sensibilisation. La sensibilisation opérationnelle aux ALPC est une approche de mobilisation de masse qui fournit des informations sur la menace liée aux ALPC. Elle peut prendre la forme d'éducation formelle ou non formelle, et peut utiliser des techniques de communication de masse. Dans une situation d'urgence, en raison du manque de temps et de données disponibles, c'est le moyen le plus pratique de communiquer des informations sur la sécurité. Dans d'autres situations, il peut soutenir la liaison communautaire.

Projet

Au sein de chaque programme, il peut y avoir plusieurs projets, dont chacun correspond à une initiative identifiée séparément. Un projet est une intervention qui consiste en un ensemble d'activités planifiées et interdépendantes visant à atteindre les objectifs définis dans des délais fixes. Les activités et les objectifs d'un projet sont normalement fournis dans un document de projet. Cet accord juridique lie les signataires pour mener à bien les activités définies et fournir des ressources spécifiques au cours d'une période déterminée afin d'atteindre les objectifs fixés.

Projet à effet rapide

Les projets à effet rapide sont de petits projets rapidement mis en œuvre destinés à :

- aider à créer des conditions pour des solutions durables pour les réfugiés et les rapatriés grâce à des interventions rapides
- assurer la réadaptation initiale à petite échelle et à permettre aux collectivités de tirer parti des possibilités de développement grâce à la participation communautaire
- aider à renforcer la capacité d'absorption des zones cibles, tout en répondant aux besoins urgents de la communauté (HCR, *Quick Impact Projects (QIPs): A Provisional Guide*, Genève, mai 2004).

Prophylaxie post-exposition/ prévention postexposition (PEP) Un traitement antirétroviral à court terme qui réduit la probabilité d'infection par le VIH après une exposition potentielle à des liquides organiques infectés, comme par une piqûre d'aiguille ou à la suite d'un viol. Le traitement doit être administré par un professionnel de la santé qualifié. Il consiste essentiellement à prendre de fortes doses d'ARV pendant 28 jours. Pour être efficace, le traitement doit commencer dans les 2 à 72 heures de l'exposition possible. Plus le traitement est commencé tôt, plus il est efficace. Son taux de réussite varie.

Protection

Toutes les activités qui visent à obtenir le plein respect des droits de la personne, conformément au libellé et à l'esprit du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés.

Rapatrié

Un réfugié qui a volontairement quitté un pays d'asile pour retourner dans son pays d'origine, après a confirmation par le pays d'origine que son environnement est stable, sûr et non sujet à la persécution de toute personne. Ce terme désigne également une personne (qui pourrait être une personne déplacée dans son propre pays ou un ancien combattant) de retour dans une communauté/ville/village après la fin du conflit.

Rapatriement

Le retour d'un individu à son pays de citoyenneté.

Recrutement

Comprend le recrutement obligatoire, forcé et volontaire dans toute force armée régulière ou irrégulière ou dans tout groupe armé.

Redressement

Un processus de réparation par rapport à la situation antérieure à la détresse. Il peut entraîner la « guérison », la réparation et l'amélioration, voire la régénération.

Réduction des risques

Les mesures prises pour réduire la probabilité, les conséquences négatives ou les deux, associés à un événement spécifique ou une série d'événements.

Réforme du secteur de la sécurité (RSS)

Un concept dynamique impliquant la conception et la mise en œuvre d'une stratégie pour la gestion des fonctions de sécurité d'une manière démocratiquement responsable, efficiente et efficace en vue d'initier et de soutenir la réforme de l'infrastructure de sécurité nationale. Celle-ci comprend les ministères nationaux compétents, les autorités civiles, les systèmes judiciaires, les forces armées, les forces paramilitaires, la police, les services de renseignement, des sociétés militaires privées, les services correctionnels et les organismes de protection de la société civile.

Réfugié

Aux fins de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui :

« se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ; craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ; du fait de cette crainte, ne veut ou ne peut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. »

En Afrique et en Amérique latine, cette définition a été étendue. La Convention de l'Organisation de l'unité africaine (1969), qui régit les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, inclut également les personnes fuyant les troubles civils, la violence généralisée et la guerre. En Amérique latine, la Déclaration de Carthagène de 1984, bien que non contraignante, recommande que la définition devrait également inclure les personnes qui ont fui leur pays « parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par une violence généralisée, une agression étrangère, des conflits internes, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public ».

Réinsertion

On entend par réinsertion l'assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation, et avant le processus à plus long terme de réintégration. La réinsertion est une forme d'assistance transitoire visant à satisfaire les besoins fondamentaux des anciens combattants et de leur famille et peut comprendre des indemnités de transition, des aliments, des vêtements, un abri, des services médicaux, des services d'éducation à court terme, une formation, un emploi et des outils. Alors que la réintégration est un processus social et économique continu et à long terme de développement, la réinsertion est une assistance matérielle et/ ou financière à court terme visant à satisfaire des besoins immédiats, et peut durer jusqu'à un an. (Secrétaire général, note à l'Assemblée générale, A/C.5/59/31, mai 2005).

Réinstallation

La réinstallation d'un réfugié dans un pays tiers, qui n'est ni le pays de citoyenneté, ni le pays où le réfugié a fui. La réinstallation dans un pays tiers est octroyée avec l'accord du pays de réinstallation, et repose sur un certain nombre de critères, y compris les besoins de protection juridique et physique, le manque d'opportunités d'intégration locale, les besoins médicaux, les besoins de réunification familiale, la protection des victimes de violence et de torture, etc.

Réintégration

Par réintégration on entend le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus social et économique de durée non déterminée, qui a lieu principalement dans les collectivités au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays et est une responsabilité nationale, et elle exige souvent une assistance extérieure à long terme. (Secrétaire général, note à l'Assemblée générale, A/C.5/59/31, mai 2005).

Réintégration de l'enfant

Selon l'article 39 de la Convention relative aux droits de l'enfant, « les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter... la réinsertion sociale de tout enfant victime de... conflit armé ».

La réintégration comprend le regroupement familial, la mobilisation et l'activation du système de soins existant pour l'enfant, un bilan médical et des soins de santé, la scolarisation et/ou la formation professionnelle, le soutien psychosocial et la réintégration sociale et communautaire. Les programmes de réintégration doivent être pérennes et tenir compte des aspirations des enfants.

Réintégration des enfants

La prestation de soutien à la réinsertion est un droit consacré par l'article 39 de la Convention relative aux droits de l'enfant : « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter... la réinsertion sociale de tout enfant victime... de conflit armé ». La réintégration axée sur les enfants est à plusieurs niveaux et met l'accent sur le regroupement familial ; la mobilisation et la capacitation des systèmes de soins dans la communauté ; les examens médicaux et les soins de santé, y compris les services de santé reproductive ; l'éducation et/ou la formation professionnelle ; le soutien psychosocial ; et le soutien social, culturel et économique. La réintégration socio-économique est souvent sous-estimée dans les programmes de DDR, mais elle devrait être incluse à toutes les étapes de la programmation et de la budgétisation. Les organisations partenaires devraient participer au début du processus de réintégration pour établir des structures de collaboration solides.

Relations entre les sexes

Les relations sociales entre les hommes, les femmes, les filles et les garçons. Les relations entre les sexes déterminent la manière dont le pouvoir est réparti entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons et comment cela se traduit au sein de différentes positions dans la société. Les relations entre les sexes sont généralement fluides et varient en fonction d'autres relations sociales, telles que la classe, la race, l'origine ethnique, etc.

Remise volontaire

Le retour physique d'ALPC par un individu ou la communauté, de son propre gré, au gouvernement légal ou à une organisation internationale sans autre sanction.

Renforcement des capacités

Désigne les processus et les programmes qui donnent des moyens d'agir et permettent le développement indépendant des bénéficiaires.

Résolution de conflit

Efforts visant à accroître la coopération entre les parties à un conflit et à renforcer leurs relations en créant ou en renforçant les institutions et les processus par lesquels les parties interagissent.

La résolution des conflits est utilisée pour réduire la possibilité de violence, ou pour consolider la cessation d'un conflit violent dans le but d'empêcher sa ré-escalade.

Résultat séronégatif

Le test VIH n'a pas détecté d'anticorps dans le sang. Cela signifie que la personne n'est pas infectée par le virus au moment du test ou qu'elle est dans la « fenêtre sérologique » (c.-à-d. faux négatifs, voir ci-dessus). Cela ne signifie pas qu'elle est immunisée contre le virus.

Résultat séropositif

Un résultat de test positif au VIH signifie qu'une personne a des anticorps anti-VIH dans le sang et est infectée par le VIH. Cela ne signifie pas qu'elle a le sida.

Risque Source potentielle de dommage (Guide ISO 51: 1999 [E]).

Risque Combinaison de la probabilité d'un dommage et de sa gravité (Guide ISO

51: 1999[E]).

Risque résiduel

Dans le contexte du désarmement, le terme désigne un risque qui demeure après l'application de tous les efforts raisonnables pour éliminer les risques inhérents à toutes les activités de collecte et de destruction (adapté du Guide ISO 51: 1999).

Risque tolérable

Risque accepté dans un certain contexte et fondé sur les valeurs admises par la société (Guide ISO 51: 1999 [E]).

Sécurité

Absence de risque inacceptable (Guide ISO 51: 1999[E]). Un sentiment de sécurité ou de bien-être d'une personne ou d'un État, qui est à l'abri d'une attaque ou d'un conflit violent.

OU

Le contrôle de la menace, intégrée à une capacité d'intervention appropriée.

Sécurité alimentaire

Une situation où tous, en tout temps, ont un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine. Remarque : cette définition inclut les trois dimensions clés suivantes de la sécurité alimentaire : disponibilité suffisante de nourriture, accès adéquat à la nourriture, et utilisation appropriée de la nourriture.

Sécurité humaine

Constitue (1) la sécurité contre les menaces chroniques, comme la faim, la maladie et la répression, et (2) la protection contre les perturbations soudaines et douloureuses dans les habitudes de la vie quotidienne. Bien que la portée de la sécurité humaine soit vaste, celle-ci peut être divisée en sept domaines : la sécurité économique (vivre à l'abri de la pauvreté), la sécurité alimentaire (accès à la nourriture), la sécurité sanitaire (accès aux soins de santé et à la protection contre les maladies), la sécurité environnementale (protection du danger de pollution environnementale), la sécurité personnelle (protection physique contre la torture, la guerre, les attaques criminelles, la violence domestique, etc.), la sécurité communautaire (survie des cultures traditionnelles et des groupes ethniques) et la sécurité politique (droits civils et politiques, absence d'oppression politique).

Sensibilisation

La sensibilisation dans le contexte du DDR fait référence à la sensibilisation, la compréhension positive et le changement de comportement envers : (1) des composantes spécifiques qui sont importantes pour la planification, la mise en œuvre et le suivi du processus de DDR ; et (2) les changements transitoires pour les anciens combattants, leurs personnes à charge et les communautés environnantes, pendant et après les processus de DDR. Pour ceux chargés de la planification et de la mise en œuvre du processus de DDR, la sensibilisation peut consister à s'assurer que les besoins spécifiques des femmes et des enfants sont inclus dans la planification du programme de DDR. Cela peut consister à prendre en compte les traditions et les valeurs culturelles, selon l'endroit où le processus de DDR est mis en œuvre.

Pour les anciens combattants, leurs personnes à charge et les communautés environnantes qui sont sensibilisés, cela signifie être préparé et informé de ce qui se passera pour eux et leurs communautés après avoir été désarmés et démobilisés, par exemple, en adoptant de nouveaux moyens de subsistance, ce qui changera à la fois leur mode de vie et leur environnement. De tels processus de sensibilisation peuvent faire appel à un certain nombre d'outils : formation et ateliers sur des questions spécifiques ; outils médiatiques tels que la télévision, la radio, des campagnes d'affichage ; conseil par les pairs, etc.

Sensibilisation communautaire

Sensibiliser une communauté avant, pendant et après le processus de DDR consiste essentiellement à faire prendre conscience aux membres de la communauté (qu'ils soient ou non des anciens combattants) des effets et des changements que le DDR crée au sein de la communauté. Par exemple, il est important pour la communauté de savoir que la réintégration peut être un processus difficile et à long terme avant qu'elle ne mène à la stabilité; que les anciens combattants peuvent ne pas assumer facilement leurs nouveaux moyens de subsistance; que le renforcement des capacités locales est un élément important de la construction communautaire, etc. Ces messages adressés à la collectivité peuvent être diffusés avec des outils médiatiques, tels que la télévision, les campagnes radiophoniques et d'affichage, la mairie, etc., en veillant à ce que les besoins spécifiques d'une communauté soient pris en compte tout au long du processus de DDR. Voir aussi « sensibilisation ».

Séroconversion

Période où le sang commence à produire des anticorps détectables en réponse à l'infection par le VIH.

Séropositif

Ayant des anticorps du VIH.

Service de gestion et d'appui financiers (FMSS)

Le Bureau de l'appui aux missions du DOP fournit des services de gestion et d'appui financiers aux opérations de maintien de la paix, de rétablissement de la paix et de diplomatie préventive ainsi qu'à des fonds fiduciaires liés aux opérations de maintien et de rétablissement de la paix, du démarrage jusqu'à la clôture et à la liquidation.

Services d'aide aux entreprises

Un ensemble de « services aux entreprises » comprenant tous les services qui améliorent la performance d'une entreprise, son accès aux marchés et sa capacité à être compétitive sur les marchés.

Sexe

Les différences biologiques entre les hommes et les femmes, qui sont universelles et déterminées à la naissance.

Sida

Syndrome d'immunodéficience acquise : le stade du VIH où le système immunitaire est fortement affaibli, laissant le corps vulnérable à une ou plusieurs maladies potentiellement mortelles.

Situation dangereuse

Situation dans laquelle des personnes, des biens ou l'environnement sont exposés à un ou plusieurs phénomènes dangereux (Guide ISO 51: 1999 [E]).

Société civile

Le modèle à trois secteurs, qui considère l'État comme étant composé du gouvernement, du marché et des citoyens, est un point de départ utile pour définir la société civile. Dans cette perspective, la société civile constitue le troisième secteur, existant aux côtés et en interaction avec l'État et les entreprises à but lucratif. La société civile apparaît comme un secteur associatif associant librement et formellement des personnes poursuivant des buts non lucratifs au sein de mouvements sociaux, d'organisations religieuses, de groupes de femmes et de jeunes, d'organisations de peuples autochtones, d'associations professionnelles, de syndicats, etc.

Sondage d'opinion sur les ALPC

Composante d'une enquête sur les ALPC visant à collecter des informations quantitatives et qualitatives (à l'aide de groupes cibles, d'entretiens et de sondages à domicile) sur l'opinion de la communauté locale sur les ALPC et les actions possibles.

Soutien psychologique (VIH)

Soutien généralement offert avant et après un test de dépistage afin d'aider les personnes à comprendre leur comportement à risque et à faire face à un résultat séropositif ou à maintenir un statut séronégatif. Le service de soutien psychologique oriente également les personnes vers diverses options de traitement, de soins et de soutien ; et fournit des informations sur la façon de rester aussi sain que possible et de minimiser le risque de transmission aux autres.

Stabilité politique

Une situation où le système politique et ses acteurs, règles, cultures et institutions parviennent à un équilibre et maintiennent un certain ordre.

Stock d'armes

Dans le cadre du DDR, le terme se réfère à un stock accumulé d'armes et de munitions explosives.

Suivi

Le suivi est un outil de gestion. Il correspond à la surveillance systématique de la mise en œuvre d'une activité qui permet de déterminer si les intrants, les calendriers de travail, d'autres actions nécessaires et les résultats ciblés sont conformes au plan, afin que des mesures opportunes soient prises pour corriger les lacunes.

Surveillance sentinelle

Surveillance basée sur des échantillons de population sélectionnés choisis pour représenter l'expérience pertinente de groupes particuliers.

Test indéterminé

Un faible pourcentage des résultats des tests VIH ne sont pas concluants. Cela signifie que le résultat est ni positif ni négatif. Cela peut être dû à un certain nombre de facteurs qui ne sont pas liés à l'infection par le VIH, ou cela peut être dû au fait que la personne est dans les premiers stades de l'infection quand la présence d'anticorps anti-VIH est insuffisante pour donner un résultat positif. Dans ce cas, il faut répéter le test.

Test VIH

Un test détectant généralement la présence d'anticorps. Il existe deux méthodes principales de dépistage du VIH :

Méthode ELISA (méthode immuno-enzymatique) : ceci est le test le plus efficace pour tester un grand nombre de cas par jour, mais nécessite des installations de laboratoire avec des équipements, le personnel d'entretien et une alimentation électrique fiable.

Tests VIH simples/rapides: Ces tests ne nécessitent pas un équipement spécial ou un personnel hautement qualifié et sont aussi précis que la méthode ELISA. Les tests rapides donnent habituellement des résultats en 30 minutes environ et sont faciles à réaliser. Une combinaison appropriée de trois tests simples/rapides est recommandée par l'OMS lorsque les installations pour un dépistage via les méthodes ELISA ou western blot ne sont pas disponibles.

Tests de confirmation du VIH

Selon les recommandations de l'OMS/ONUSIDA, tous les résultats séropositifs (méthode ELISA [dosage d'immuno-absorption par enzyme liée] ou tests simples/rapides) doivent être confirmés par un second test pour confirmer l'exactitude ou par deux autres tests rapides en l'absence de laboratoire.

Transition

La période d'une crise où l'aide extérieure est la plus importante pour soutenir des cessez-le-feu ou processus de paix encore fragiles en aidant à créer les conditions favorables à la stabilité politique, la sécurité, la justice et l'équité sociale. Ainsi, la consolidation de la paix constitue l'intersection des activités des Nations Unies dans un contexte de transition. La consolidation de la paix reste l'objectif principal de la transition.

Transparence

Accès libre à l'information qui permet à la société civile d'exercer sa fonction de régulation. La transparence est parfois utilisée comme synonyme de responsabilité en matière de gouvernance.

Unité de police constituée

Une unité de police autonome de 125 agents capable de fournir une gamme d'options tactiques, y compris une fonction d'ordre public efficace.

Vérification

Confirmation par des preuves objectives que les exigences spécifiées ont été satisfaites (ISO 9000: 2000).

VIH

Virus de l'immunodéficience humaine, le virus qui cause le sida.

Violence

L'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès.

Violence à l'égard des femmes

Désigne tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. La violence à l'égard des femmes s'entend comme englobant, sans y être limitée, les formes de violence énumérées ci après :

- a) La violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence non conjugale, et la violence liée à l'exploitation;
- b) La violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la collectivité, y compris le viol, les sévices sexuels, le harcèlement sexuel et l'intimidation au travail, dans les établissements d'enseignement et ailleurs, le proxénétisme et la prostitution forcée ;
- c) La violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée par l'État, où qu'elle s'exerce. (Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Assemblée générale de l'ONU, 1993).

Vivres contre formation (VCF)

Programme où des denrées alimentaires sont fournies à condition que le bénéficiaire assiste à un programme de formation.

Vivres contre travail (VCT)

Les projets et activités VCT fournissent une alimentation, en totalité ou en partie, pour le travail effectué dans le cadre d'un programme de travail supervisé.

Vulnérabilité

La forte probabilité d'exposition à des risques et la capacité réduite à surmonter leurs résultats négatifs. La vulnérabilité résulte de l'exposition à des facteurs de risque et des processus socio-économiques sous-jacents, qui réduisent la capacité des populations à faire face aux risques.

Appendice C : Documents de l'ONU et instruments juridiques guidant le DDR

Source: IDDRS 2.10, Annexe B

1. Documents de l'ONU

Chaque composante de DDR d'un mandat propre à une mission est établie par une résolution unique du Conseil de sécurité, mais des orientations peuvent également être tirées de ce qui suit :

- La Déclaration du Président du Conseil de sécurité, S/PRST/2000/10 du 23 mars 2000, selon laquelle « le Conseil note que les opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion doivent être envisagées dans une optique globale, afin de faciliter le passage du maintien de la paix à la consolidation de la paix ».
- La Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, dans laquelle le Conseil « engage tous ceux qui participent à la planification des opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion à prendre en considération les besoins différents des femmes et des hommes ex-combattants et à tenir compte des besoins des personnes à leur charge » (paragraphe 13).
- Les Résolutions 1379 (2001), 1460 (2003) et 1539 (2004) sur les enfants dans les conflits armés. Dans cette dernière, le Conseil de sécurité « renouvelle la demande qu'il a adressée à toutes les parties intéressées, dont les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les institutions financières, de faire en sorte que tous les enfants associés à des forces et des groupes armés, ainsi que les questions relatives aux enfants, soient inclus systématiquement dans chaque processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, en tenant compte des besoins et des capacités des filles, avec un accent particulier sur l'éducation, y compris le suivi, notamment par le biais des écoles, des enfants démobilisés afin d'en empêcher le rappel » (article 8).
- Une série de déclarations et de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés qui sont pertinentes pour la planification et la mise en œuvre des programmes de DDR^{II}.

Le Secrétaire général et d'autres organes des Nations Unies fournissent des orientations sur le DDR dans plusieurs rapports adoptés par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, notamment :

- Le rapport du Secrétaire général sur le rôle du maintien de la paix des Nations Unies dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration, S/2000/101, du 11 février 2000, paragraphes 2 et 8, dans lesquels le Secrétaire général expose l'approche fondamentale des Nations Unies en matière de DDR en tant qu'élément clé de la stabilisation dans les situations post-conflit pour faciliter la transition du conflit au développement. Il établit que le DDR ne peut pas être considéré comme une simple séquence d'événements, mais plutôt que chaque activité forme un continuum dont les éléments se chevauchent et se renforcent mutuellement.
- Le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies, A/55/305;
 S/2000/809, du 21 août 2000, qui réaffirme l'importance du DDR pour la réalisation des objectifs de l'ONU en matière de consolidation de la paix, l'indivisibilité de ses composantes et

l'importance de relier les programmes de DDR aux autres éléments du cadre de consolidation de la paix, tels que la primauté du droit et la gouvernance démocratique. En outre, le rapport du Groupe sur les opérations de paix des Nations Unies, A/55/502/2000, appelle les différents départements, organismes et programmes du système des Nations Unies à adopter une approche intégrée ou collective pour atteindre les objectifs de consolidation de la paix.

- L'étude du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (2002) recommande que le système des Nations Unies intègre les besoins et les priorités des femmes et des filles en tant qu'ex-combattantes, « suiveuses de camps » et familles d'anciens combattants lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes de DDR, afin d'assurer le succès de tels programmes, la participation des femmes et des filles et leur plein accès aux prestations ; de prêter attention aux besoins spécifiques des filles soldats ; de développer des programmes de prévention de la violence domestique dans les familles et les communautés d'anciens combattants ; et de reconnaître les contributions des femmes et des filles pour encourager les anciens combattants à déposer les armesⁱⁱ.
- La circulaire du Secrétaire général sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels, ST/SGB//2003/13, du 9 octobre 2003, qui s'applique au personnel de tous les départements, programmes, fonds et organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux forces qui mènent des opérations sous commandement et contrôle de l'ONU, à qui il est interdit de commettre des actes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuel et qui ont un devoir particulier de protection envers les femmes et les enfants. La circulaire établit également les normes de conduite et la responsabilité des chefs de bureau, de mission ou de département à cet égard.
- Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, A/59/565, du 2 décembre 2004, conclut que « la démobilisation des combattants est le facteur le plus important du succès des opérations de paix » (paragraphes 227 et 228), mais note qu'il est difficile d'obtenir un financement opportun pour les opérations de DDR. Le Groupe appelle à la création d'un fonds permanent pour la consolidation de la paix qui servira à financer les dépenses récurrentes d'un gouvernement nouvellement formé et des programmes d'organismes clés dans les domaines de la réadaptation et de la réintégration.
- Le rapport du Secrétaire général sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, A/60/705, du 2 mars 2006, qui examine l'engagement accru des Nations Unies dans les processus de DDR dans le cadre d'opérations complexes de maintien de la paix et de non-maintien de la paix au cours des cinq dernières années, y compris les leçons tirées de ces opérations. Le rapport examine également le développement de la nouvelle approche en matière de DDR au sein du système des Nations Unies, sur la base de ces enseignements. Cette approche est présentée dans les normes IDDRS.

2. Cadre juridique international

Les normes et les dispositions du droit international s'appliquent à la fois pendant et après un conflit, et établissent le vaste cadre normatif pour les programmes de consolidation de la paix et de redressement, y compris le DDR.

Les régimes juridiques présentant un intérêt particulier pour les opérations de DDR sont les suivants :

Droit humanitaire international

- Les Conventions de Genève (1949) et les Protocoles additionnels (1977) fournissent des définitions juridiques des notions de combattant et de groupes armés, des normes pour la protection des civils et des droits aux secours pour les blessés, les malades et les enfants.
- Le Statut de la Cour pénale internationale (1998) établit la responsabilité individuelle et hiérarchique pour les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le génocide.

Droit international des droits de l'homme

- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1978) reconnaît le droit de tous à l'autodétermination et établit une série de droits civils et politiques à respecter sans discrimination, y compris le respect des droits de la défense et l'égalité devant la loi, la liberté de mouvement et d'association, la liberté de religion et d'opinion politique, et le droit à la liberté et à la sécurité de la personne.
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1978) établit les droits des individus et les devoirs des États de pourvoir aux besoins fondamentaux de toutes les personnes sans discrimination, y compris l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé.
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984) établit que la torture est interdite en toutes circonstances, y compris en cas de guerre, d'instabilité politique interne ou d'autre urgence publique, indépendamment des ordres des supérieurs ou des autorités publiques.
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) interdit la discrimination fondée sur le sexe et favorise l'égalité d'accès des hommes et des femmes à l'emploi, à l'éducation et aux droits juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels.
- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989) reconnaît le statut particulier des enfants et établit leurs droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le devoir des États de protéger les enfants dans un certain nombre de contextes, y compris en période de conflit armé.

Droit international des réfugiés

• La Convention relative au statut des réfugiés (1951) établit les droits des réfugiés et les devoirs des États à cet égard, y compris l'interdiction du rapatriement forcé.

Déclarations de principes et de normes internationaux

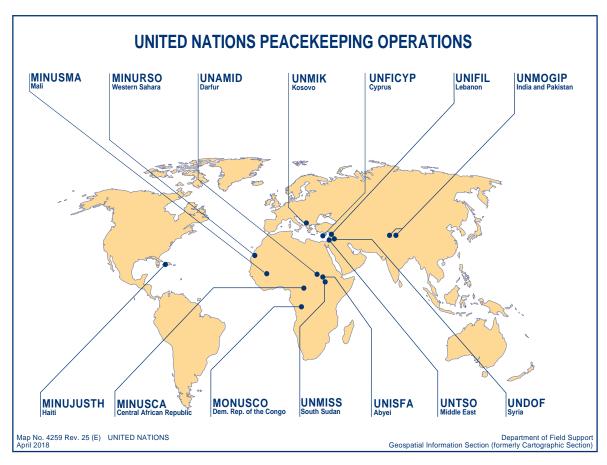
Les Principes du Cap et meilleures pratiques (1997) établissent l'âge de 18 ans comme âge minimum pour le recrutement sous quelque forme que ce soit dans une force armée ou un groupe armé, et encourage les gouvernements à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui relève de 15 à 18 ans l'âge de recrutement. Le terme « enfants associés à des forces ou groupes armés » désigne « toute personne âgée de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messager, et toute personne accompagnant de tels groupes qui n'est pas un membre de leur famille. Cette définition englobe les filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés. Elle ne concerne donc pas uniquement les enfants qui sont armés ou qui ont porté des armes ».

Sources

- ii. S/1999/957, S/1999/1265, S/2000/1296, S2001/331, S/PRST/2002/6, S/2002/1300, S/PRST/2002/41, S/PRST/2003/27.
 - iii. http://www.un.org/womenwatch/daw/public/eWPS.pdf.

Carte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies de la Section de l'information géospatiale des Nations Unies, janvier 2017 : <www.un.org/Depts/Cartographic/map/dpko/P_K_O.pdf>.

Appendice D : Missions de maintien de la paix actuelles



Carte des Opérations de Maintien de la Paix d'ONU par section de la cartographique, avril 2018: http://www.un.org/Depts/cartographic/map/dpko/PKOF.pdf.

» À la recherche de statistiques ou d'autres données concernant le maintien de la paix dans le monde aujourd'hui ? Rendez-vous sur la page de ressources des Nations Unies Maintien de la paix pour les informations les plus récentes concernant les actuelles opérations de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies :

https://peacekeeping.un.org/fr/resources.

À propos de l'auteur : M. Cornelis Steenken



Photo utilisée avec la permission de M. Steenken.

Cornelis Steenken est Néerlandais de naissance, Canadien par choix, mais est animé par un sentiment d'internationalité en raison des voyages ou missions qu'il a accomplis dans de nombreux pays.

M. Cornelis Steeken s'est enrôlé dans la Marine canadienne en 1975 et a été diplômé du Collège militaire royal en 1980. Il a occupé de nombreux postes de commandement, d'échange, de formation et d'opérations en mer et à terre. En 1991, il a travaillé comme gardien de la paix de l'ONU au Salvador.

Détaché auprès du Centre Pearson pour le maintien de la paix (CPP) en 1995, M. Steenken a co-créé une formation sur le DDR, qui comprenait toutes les composantes relatives aux armes légères et de petit calibre (ALPC), à la planification de la démobilisation, à la réinsertion et à la réintégration économique et sociale. En étroite collaboration avec les Nations Unies, il a conseillé de nombreux programmes nationaux de DDR. Après avoir quitté la Marine en 2002, il a poursuivi sa carrière en qualité de directeur des programmes de DDR du CPP. Dans le cadre de ses fonctions, il a développé et renforcé tous les aspects du DDR et a co-créé le Guide sur le DDR intitulé A Field and Classroom Guide. Il a fondé le groupe de formation sur le DDR intégré.

M. Steenken a été nommé conseiller principal en DDR par la Swedish Defence University de 2004 à 2008, où ses fonctions incluaient la prestation de conseils en matière de DDR auprès du ministère suédois des Affaires étrangères et une formation en DDR dans le cadre de leurs cours internationaux et nationaux. Il a été envoyé comme conseiller dans de nombreux pays pour développer des politiques nationales favorisant un DDR inclusif. Il a également élaboré et enseigné de nombreuses formations en matière de DDR dans le monde post-conflit et a aidé à lancer et développer l'Initiative de Stockholm sur le DDR. M. Steenken a participé aux forums parlementaires suédois qui ont contribué à la création des normes ISACS sur les ALPC et a fait partie intégrante de l'élaboration des Standards intégrés du DDR, premier document d'orientation multi-agences sur le DDR (<www.unddr.org >).

En avril 2008, M. Steenken a été nommé premier coordonnateur du Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur le DDR, où il a aidé à la coordination de 21 agences des Nations Unies travaillant avec les normes IDDRS et sur le processus de DDR au niveau de l'élaboration des politiques et sur le terrain. Le travail a notamment consisté à recueillir des leçons sur le terrain et à développer des outils de gestion des connaissances, des formations et des politiques de DDR nouvelles ou révisées. Cela a conduit à une liaison plus étroite entre les acteurs chargés des ALPC, de la RSS, de la lutte contre les mines et d'autres acteurs post-conflit.

En 2012, M. Steenken a quitté l'ONU et travaille désormais en qualité de consultant privé. Il a réalisé des évaluations, des examens et des ateliers sur le DDR au Burundi, en République centrafricaine, en Colombie, en Libye, au Mali, au Myanmar, aux Philippines et en Somalie. Il continue d'assurer de nombreuses formations sur le processus de DDR et les situations post-conflit dans le monde entier.

Instructions pour l'examen final

Format et sujet

L'examen final est un examen à choix multiples accessible depuis la Salle de classe en ligne. La plupart des examens contiennent 50 questions. Chaque question contient quatre choix (A, B, C et D). Il n'y a qu'une bonne réponse. Les questions de l'examen portent sur toutes les leçons de cours et peuvent également porter sur les informations figurant dans les annexes et appendices. Les questions ne porteront pas sur le contenu des vidéos.

» Accéder à l'examen depuis votre salle de classe en ligne via le lien suivant <www.peaceopstraining.org/users/ courses/> et cliquer sur le titre du cours. Sur le site du cours, cliquer le bouton rouge « Commencer l'examen ».

Limite de temps

Il n'y a pas de temps limité pour l'examen. Cela permet à l'étudiant de lire et étudier attentivement la question et de consulter le texte du cours. En outre, si l'étudiant ne peut compléter l'examen en une fois, il peut sauvegarder l'examen et le reprendre sans être noté. Le bouton « Sauvegarder » est situé au bas de l'examen, à côté du bouton « Soumettre mes réponses ». Appuyer sur le bouton « Soumettre mes réponses » mettra fin à l'examen.

Note de passage

Pour réussir l'examen, un score de 75 % minimum est nécessaire. Un certificat électronique d'accomplissement sera remis aux étudiants ayant réussi. Un score inférieur à 75 % implique l'échec à l'examen. Les étudiants ayant échoué se verront remettre une seconde version alternative de l'examen qui peut également être réalisé sans limite de temps. Un certificat électronique d'accomplissement sera remis aux étudiants ayant réussi ce second examen.

Poursuivez votre expérience de formation POTI »

- Visiter <http://www.peaceopstraining.org/fr/courses/> pour une liste de tous les cours disponibles.
- Si une catégorie d'étude particulière vous intéresse, telle que les Droits de l'Homme, la Logistique ou les Études militaires, pensez au Programme de certificat POST disponible dans six domaines de spécialisation. Voir les exigences: http://www.peaceopstraining.org/fr/specialized-training-certificates/>.
- Restez en contact avec le POTI en visitant notre page communautaire et en discutant avec d'autres étudiants via les médias sociaux et en partageant des photos de votre mission. Visiter http://www.peaceopstraining.org/fr/community/ pour plus d'information. Lors de la réussite de l'examen, votre nom figurera également sur le Tableau d'honneur.